



Porter à connaissance (PAC) du PLUi (H/D) Partie réglementaire Communauté Urbaine du Grand Nancy

Table des matières

I – CADRE LÉGISLATIF ET JURIDIQUE DU PORTER A CONNAISSANCE DE L'ETAT 2

- 1.Cadre réglementaire du porter à connaissance de l'Etat : 2
- 2.Origines législatives et cadrage juridique du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal (valant programme local de l'habitat
(PLH) et plan de déplacement urbain(PDU)) 2
- 3.Procédure d'élaboration ou de révision et contenu du plan local
d'urbanisme intercommunal (valant PLH et PDU) 14
- 4.Documentes supra-communaux 19
- 5.Fiscalité de l'aménagement 23

II – PRINCIPALES POLITIQUES DE L'ÉTAT A PRENDRE EN COMPTE 25

- 1.Prévention des risques et des nuisances 26
- 2.Protection de la santé humaine 37
- 3.Protection des milieux naturels et de la biodiversité 42
- 4.Évaluation environnementale 46
- 5.Préservation et mise en valeur des paysages et du patrimoine 48
- 6.Prise en compte du volet agricole et forestier 52
- 7.Lutte contre l'étalement urbain 55
- 8.Mixité sociale, diversité et qualité de l'habitat 58
- 9.Mobilité 60
- 10. Développement économique et aménagement commercial 61
- 11.Technologie de l'information et de la communication 62

1. Infrastructures existantes 64

2. Projets d'infrastructures 67

I – CADRE LÉGISLATIF ET JURIDIQUE DU PORTER A CONNAISSANCE DE L'ETAT

Cadre réglementaire du porter à connaissance de l'Etat :

L'autorité administrative compétente de l'Etat porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents :

- 1° Le cadre législatif et réglementaire à respecter ;
- 2° Les projets des collectivités territoriales et de l'Etat en cours d'élaboration ou existants.

L'autorité administrative compétente de l'Etat leur transmet à titre d'information l'ensemble des études techniques dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'exercice de leur compétence en matière d'urbanisme.

Tout retard ou omission dans la transmission de ces informations est sans effet sur les procédures engagées par les communes ou leurs groupements (article L132-2 du code de l'urbanisme).

Les “porter à connaissance” sont tenus à la disposition du public. En outre, tout ou partie de ces pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique.

Les “porter à connaissance” prennent la forme d'une information permanente. Ils sont mis en œuvre dès la réception de la prescription des procédures et peuvent se poursuivre en continu, pendant toute la durée de leur réalisation, à mesure de l'élaboration ou de la disponibilité des études et des informations.

Origines législatives et cadrage juridique du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (valant programme local de l'habitat (PLH) et plan de déplacement urbain(PDU))

Origines législatives et cadrage juridique du PLU(i)

Le **Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)** est un document d'urbanisme qui, à l'échelle d'un groupement de communes (EPCI), établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire considéré.

Le PLU(i) doit permettre l'émergence d'un **projet de territoire partagé** prenant en compte à la fois les politiques nationales et territoriales d'aménagement et les spécificités d'un territoire (article L101-2 du code de l'urbanisme). Il détermine les conditions d'un aménagement du territoire respectueux des principes du développement durable en particulier par une gestion économe de l'espace et

répondant aux besoins de développement local.

Si le plan local d'urbanisme couvre **l'intégralité du territoire communautaire**, il est défini plan local d'urbanisme **intercommunal ou communautaire (PLUi)**.

La réalité du fonctionnement et de l'organisation des territoires fait de l'intercommunalité l'échelle la plus pertinente pour coordonner les politiques d'urbanisme, d'habitat et de déplacements.

Loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite "loi Grenelle II"

a institué le PLU(i) comme règle, dès lors qu'un **Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI)** est compétent en matière de **Plan Local d'Urbanisme (PLU)**.

La loi reprend les engagements du Grenelle de l'environnement et traduit les changements législatifs opérés par le Grenelle I dont elle se veut la véritable "boîte à outils". Le Grenelle II engage ainsi une réforme en profondeur du droit de l'urbanisme et du droit de l'environnement en y intégrant **les enjeux du développement durable**.

La loi favorise un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques en renforçant le code de l'urbanisme en tant qu'outil du développement et de l'aménagement durable des territoires et de lutte contre l'étalement urbain.

L'article L101-2 du code de l'urbanisme créé par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 vise à atteindre notamment les objectifs suivants :

- Freiner l'étalement urbain et la consommation de l'espace, notamment grâce au développement urbain maîtrisé,
- Préserver et permettre la remise en bon état des continuités écologiques,
- Contribuer à la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables
- Assurer la sécurité et la salubrité publiques,
- Veiller à la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Le plan local d'urbanisme est renforcé autour de six axes :

- **La vocation intercommunale des PLU ;**
- L'obligation de compatibilité et de prise en compte de nouveaux documents ;
- Une réorganisation des documents constitutifs du PLU pour permettre une meilleure prise en compte des objectifs de développement durable ;
- Un champ d'intervention du préfet élargi pour les communes hors **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** (modification de l'article L153-25 du code de l'urbanisme) ;
- L'évaluation environnementale du PLU ;
- La trame verte et la trame bleue.

Loi du 27 juillet 2010 de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche (MAP)

Cette loi et son décret d'application du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme a pour but, entre autres, d'inscrire l'agriculture et la forêt dans un développement durable des territoires.

Les collectivités en charge de l'élaboration ou la révision d'un document d'urbanisme doivent intégrer l'ensemble de ces préoccupations pour définir le projet communal ou intercommunal, exprimé dans le **Projet d'Aménagement et de Développement**

Durables (PADD) et décliné dans les autres pièces du PLU ou PLU(i). Le projet communal ou intercommunal doit également prendre en compte l'ensemble des objectifs de la ou des collectivité(s) et doit être proportionné à ses moyens et ressources. Élaboré à partir d'un diagnostic et d'une véritable étude environnementale, ce projet s'inscrit dans la droite ligne des principes d'équilibre, de diversité et de respect de l'environnement définis par l'article L101-2 du code de l'urbanisme comme moyens du développement durable.

Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014

Elle consacre 51 articles au droit de l'urbanisme avec l'objectif de faciliter et accroître l'effort de construction de logements, tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain. Pour concilier ces deux objectifs prioritaires, elle prévoit de moderniser les documents de planification, et de prendre un certain nombre de mesures visant à favoriser la densification des zones déjà urbanisées, afin d'éviter la consommation d'espaces naturels et agricoles.

Parmi les principales mesures de la loi, peuvent être citées **le transfert automatique de la compétence PLU aux intercommunalités**, le renforcement du rôle intégrateur du SCoT, les évolutions en matière de droit de préemption, ainsi que les dispositions en matière de pollution des sols, la fin des POS au 31 décembre 2015.

L'ordonnance du 23 septembre 2015 et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015

ont procédé à la recodification, à droit constant, du livre 1^{er} du code de l'urbanisme. Le décret précité relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme (PLU), publié le 29 décembre 2015, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

La recodification, à droit constant, du livre 1 ^{er} du code de l'urbanisme.

Cela va permettre un accès aussi rapide et facile, que possible, aux règles applicables. La recodification ne change ni le fond, ni la nature de la règle. Cependant, un travail important sur l'actualisation de la norme a été opéré, afin d'abroger l'ensemble des dispositions devenues caduques ou obsolètes, mais également de clarifier les écritures. Vous trouverez **les tables de concordances des anciennes références vers les nouvelles références**, parues au JO du 24 septembre 2015 (partie législative) en annexe de la partie réglementaire.

La modernisation du contenu du PLU

Le décret susvisé prévoit également une modernisation du contenu du PLU, en préservant les outils préexistants, tout en créant de nouveaux outils pouvant être mis en œuvre facultativement par les communes et les intercommunalités.

Le texte peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

L'enjeu principal de ce décret consiste à répondre à un besoin général de clarification, de mise en cohérence et de lisibilité des règles d'urbanisme, pour en faciliter l'utilisation et la traduction opérationnelle. Ce décret réaffirme le lien entre le projet de territoire, la règle et sa justification, par la traduction des objectifs

structurants auxquels doit répondre le PLU :

- le renforcement de la mixité fonctionnelle et sociale,
- la maîtrise de la ressource foncière et la lutte contre l'étalement urbain,
- la préservation et la mise en valeur du patrimoine environnemental, paysager et architectural.

Les nouveaux PLU(i) qui intégreront cette réforme disposeront d'outils mieux adaptés aux diversités locales, aux opérations d'aménagement complexes mais aussi aux évolutions dans le temps de leur territoire. Ils pourront répondre au plus près aux aspirations des habitants et favoriser la qualité de leur cadre de vie, grâce à une assise réglementaire confortée.

Il s'agit de donner du sens au règlement du PLU est de passer à un urbanisme réglementaire à un urbanisme de projet.

Le nouveau règlement est désormais restructuré en 3 chapitres à partir de la nomenclature de la loi ALUR.

Les 16 articles actuels du règlement disparaissent au profit de 3 grands chapitres thématiques :

- usage des sols et destination des constructions : destinations, sous destinations, usages, nature d'activités et mixte ;
- caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : volumétrie, implantation, espaces non bâtis, stationnement ;
- équipements et réseaux : condition de desserte des terrains par les voiries et les réseaux.

La mise en application du décret relatif à la modernisation du PLU est progressive avec droit d'option pour les collectivités :

1/ pour les procédures d'élaboration ou de révision générale **en cours et commencées avant le 1er janvier 2016**, les dispositions issues du décret s'appliqueront uniquement si une délibération du conseil communautaire ou du conseil municipal se prononçant en faveur de l'intégration du contenu modernisé du PLU **intervient au plus tard lors de l'arrêt du projet.**

2/ les collectivités qui élaboreront ou réviseront leur PLU **après le 1er janvier 2016** intégreront **l'ensemble du contenu modernisé du PLU.**

3/ **les PLU approuvés avant la réforme** et qui font ou feront l'objet de procédures de modification, de mise en compatibilité ou de révision « allégée » (lancées avant ou après le 1er janvier 2016) continuent à appliquer les **dispositions du code de l'urbanisme en vigueur au 31 décembre 2015** jusqu'à leur prochaine révision générale.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site internet du Ministère du Logement et de l'Habitat durable : <http://www.territoires.gouv.fr/la-recodification-du-livre-1er-du-code-de-l-urbanisme>.

2.1. Numérisation des documents d'urbanisme

L'ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique, reprenant la directive européenne INSPIRE, annonce la

dématérialisation des documents d'urbanisme et la mise en place d'un portail unique de consultation des documents d'urbanisme et des servitudes.

Les dispositions de cette ordonnance ont été codifiées dans le code de l'urbanisme (articles L133-1 et suivants). Elles prévoient notamment que les documents d'urbanisme doivent, à compter du 1^{er} janvier 2016, être transmis aux services de l'État sous format électronique en vue de leur insertion dans le **GéoPortail de l'Urbanisme (GPU)**.

A terme, tous les documents d'urbanisme dématérialisés seront accessibles via le GPU.

Numérisation au CNIG

Conformément aux articles R133-1 et suivants, cette numérisation devra respecter les standards de numérisation validés par le **Conseil National de l'Information Géographique (CNIG)**. Les informations relatives à ce standard sont disponibles sur le lien suivant :

cnig.gouv.fr/?page-id=2732

En particulier, les fichiers géographiques seront transmis dans des formats d'échange interopérables (SHP ou TAB par exemple). Les documents écrits du document d'urbanisme seront transmis en format PDF.

Passation des marchés

Si elle est prévue lors de la consultation des bureaux d'études, la numérisation au standard CNIG ne génère aucun surcoût. A l'inverse, cela peut même permettre des gains de productivité de données géoréférencées qui n'auront pas à être renumérisées.

A cet égard, les collectivités doivent veiller à ce que l'ensemble de ces obligations soient prises en compte dans le cahier des charges du bureau d'études pour la publication des documents numérisés au standard CNIG.

Réalisation d'économies budgétaires

En transmettant les documents sous forme dématérialisées aux **Personnes Publiques Associées (PPA)** tout au long des procédures d'élaboration ou de révision, les collectivités territoriales réalisent des économies substantielles de frais de reprographie. La mise en ligne du document d'urbanisme qui permet la dématérialisation réduit également la charge de l'accueil des administrés souhaitant consulter l'information urbanistique.

Une plaquette d'information pour la mise en place de la dématérialisation des documents d'urbanisme figure en **annexe n° 1bis** de la partie réglementaire du **Porter à Connaissance (PAC)**.

Elle précise les échéances de réalisation fixés par l'ordonnance n°2013-1184 du décembre 2013 et **l'accompagnement des collectivités par la Direction Départementale des Territoires (DDT)**.

Origines législatives et réglementaires du PLU(i) valant PLH

Le PLU(i) est un document d'urbanisme qui, à l'échelle d'un groupement de communes (EPCI), établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire considéré.

Le PLU(i) doit permettre l'émergence d'un **projet de territoire partagé** prenant en compte à la fois les politiques nationales et territoriales d'aménagement et les

spécificités d'un territoire (article L101-2 du code de l'urbanisme). Il détermine les conditions d'un aménagement du territoire respectueux des principes du développement durable en particulier par une gestion économe de l'espace et répondant aux besoins de développement local.

Si le plan local d'urbanisme couvre **l'intégralité du territoire communautaire**, il est défini plan local d'urbanisme **intercommunal ou communautaire (PLUi)**.

La réalité du fonctionnement et de l'organisation des territoires fait de l'intercommunalité **l'échelle la plus pertinente** pour coordonner les politiques d'urbanisme, d'habitat et de déplacements.

La loi n°2000-1208 Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000

introduit une obligation de compatibilité du PLH avec le SCoT assortie d'une obligation de compatibilité des PLU et des cartes communales avec le PLH.

Avec la loi n°2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004

le PLH définit aussi les conditions de mise en œuvre d'un dispositif d'observation de l'habitat. Le PLH devient la condition d'accès à la délégation de gestion des aides à la pierre ouverte aux EPCI.

La loi n°2006-872 portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006

oblige toutes les communautés de communes compétentes en matière d'habitat de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une ville de plus de 15 000 habitants à se doter d'un PLH dans un délai de 3 ans. Elle prévoit également l'élaboration, dans chaque département, d'un **Plan Départemental de l'Habitat (PDH)** destiné à assurer la cohérence entre les politiques de l'habitat menées dans les territoires couverts par un PLH et celles menées dans le reste du département.

L'article 65 prévoit que le PLH peut répartir entre les communes membres de l'EPCI les obligations de réalisation de logements locatifs sociaux des communes déficitaires au sens de l'article 55 de la loi n°2000-1208 SRU du 13 décembre 2000. Cette disposition n'exonère en aucune façon ces communes du prélèvement prévu à l'article L302-7 du **Code de la Construction et de l'Habitat (CCH)** mais elle permet de définir des obligations moindres pour ces communes à la condition que les obligations restantes soient réparties sur d'autres communes de l'EPCI avec leur accord. L'application de cette disposition permet d'étaler dans le temps la réalisation des obligations des communes déficitaires.

La loi n°2007-290 sur le Droit Au Logement Opposable du 5 mars 2007 dite loi « DALO »

visé à permettre à tous les citoyens de se loger et affirme la responsabilité de l'État et des collectivités locales à faire respecter ce droit.

L'opposabilité instaurée par la loi du 5 mars 2007 se traduit par l'ouverture de recours administratif et contentieux spécifiques :

- un recours dit « amiable » devant une commission de médiation instituée au niveau

départemental ;

- un recours contentieux en cas d'absence de suite donnée à une décision favorable de la commission de médiation.

La loi n°2009-323 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dite loi

« Molle » du 25 mars 2009

s'inscrit dans la continuité des réformes successives apportées au PLH depuis 2004.

Ses incidences sur les PLH sont les suivantes :

- Renforcement de la portée opérationnelle du Programme Local de l'Habitat (article 28) :

La loi « Molle » abaisse le seuil fixé par la loi ENL de 2006 (50 000) : désormais **l'obligation d'élaborer un PLH s'applique à toutes les communautés de communes de plus de 30 000 habitants** compétentes en matière d'habitat et comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants ainsi qu'aux communes de plus de 20 000 habitants qui ne sont pas membres d'un EPCI. Pour ces EPCI et communes, l'adoption des PLH doit intervenir dans un délai de deux ans à compter de la publication de la loi.

Le programme d'actions détaillé est désormais établi par commune et, le cas échéant, par secteur géographique. Il décline le nombre et les types de logements à construire, les moyens mobilisés pour atteindre ces objectifs, ainsi que l'échéancier prévisionnel de leurs réalisations.

La durée de validité des PLH est strictement fixée à six ans.

L'article 28 renforce le contrôle de l'État sur le contenu du PLH : le PLH adopté ne devient exécutoire qu'après la prise en compte d'éventuelles modifications demandées par le Préfet. L'article précise également les modalités d'association d'autres collectivités compétentes en matière de PLU dans le cadre de l'élaboration du PLH.

Il intègre l'obligation de communiquer au représentant de l'État et au **Comité Régional de l'Habitat (CRH)**, pour avis, un bilan de la réalisation des PLH après trois ans et en fin de programme.

Enfin, il précise les modalités de modification du PLH, outre le cas de changement de périmètre de l'EPCI.

L'article 29 modifie les dispositions de l'article L151-46 (ancienne référence L123-1) du code de l'urbanisme en réduisant de trois ans à un an le délai dans lequel le PLU doit être rendu compatible avec un PLH postérieur pour permettre la réalisation des programmes de logements qu'il prévoit.

Il complète l'article L153-26 (ancienne référence L123-12) du code de l'urbanisme en permettant désormais au préfet de s'opposer à l'entrée en vigueur d'un PLU dont les dispositions seraient de nature à compromettre la réalisation d'un PLH.

La loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement précise les éléments suivants :

L'article 5 fixe les objectifs de l'État en matière de réduction des consommations d'énergie des bâtiments :

- réduction des consommations d'énergie du parc des bâtiments existants d'au

moins 38 % d'ici à 2020.

- rénovation de l'ensemble du parc de logements sociaux publics. À cet effet, pour commencer, 800 000 logements sociaux dont la consommation d'énergie est supérieure à 230 kilowattheures d'énergie primaire par mètre carré et par an feront l'objet de travaux avant 2020, afin de ramener leur consommation annuelle à des valeurs inférieures à 150 kilowattheures d'énergie primaire par mètre carré. Ces travaux concerneront en particulier 180 000 logements sociaux situés dans des zones définies par l'article 6 de la loi n°2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine.

Les organismes bailleurs de logements sociaux sont encouragés à recourir aux énergies renouvelables, notamment pour leur permettre des adaptations marginales à la norme fixée au premier alinéa dans le cas d'un patrimoine manifestement difficile à rénover.

L'article 7 donne des orientations aux collectivités publiques pour promouvoir le développement durable, en matière d'habitat les objectifs sont les suivants :

- **lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles**, les collectivités territoriales fixant des objectifs chiffrés en la matière ;

- **lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie**, ainsi que permettre la revitalisation des centres-villes, les collectivités territoriales disposant désormais, ou étant dotées dans l'année qui suit l'adoption de la présente loi, d'outils leur permettant en particulier de conditionner la création de nouveaux quartiers, d'opérations d'aménagement à dominante d'habitat ou de bureaux, à la création ou au renforcement correspondant des infrastructures de transport, ainsi que de prescrire, dans certaines zones, des seuils minimaux de densité ou des performances énergétiques supérieures à la réglementation ;

- **assurer une gestion économe des ressources et de l'espace** et réexaminer dans cette perspective les dispositifs fiscaux et les incitations financières relatives au logement et à l'urbanisme ;

- **permettre la mise en œuvre de travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments**, notamment l'isolation extérieure, en adaptant les règles relatives à la protection du domaine public ;

- **créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun.**

De plus, l'État encourage la réalisation, par les collectivités territoriales, d'opérations exemplaires d'aménagement durable des territoires.

Il met en œuvre un plan d'action pour inciter les collectivités territoriales, notamment celles qui disposent d'un programme significatif de développement de l'habitat, à réaliser des écoquartiers, en fournissant à ces collectivités des référentiels et une assistance technique pour la conception et la réalisation des projets.

Il encourage la réalisation, par des agglomérations volontaires, de programmes globaux d'innovation énergétique, architecturale, paysagère et sociale, en continuité

avec le bâti existant, qui intégreront dans leurs objectifs la préservation et la rénovation du patrimoine existant, le développement des transports en commun et des modes de déplacement économes en énergie, la prise en compte des enjeux économiques et sociaux, la réduction de la consommation d'espace et la réalisation de plusieurs écoquartiers.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle2)

correspond à la mise en application d'une partie des engagements du Grenelle Environnement. Elle identifie six grands chantiers, dont celui du bâtiment et de l'urbanisme.

Elle vise tout d'abord à favoriser un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques.

Il est à noter en particulier que **la loi complète et affirme le rôle des PLU(i)**, dont les compétences sont élargies à l'habitat et aux déplacements. L'article 19 indique que les orientations d'aménagement et de programmation tiennent lieu de PLH le cas échéant. Par ailleurs, à compter du 13/07/2013, toute évolution qui remettra en cause l'économie générale d'un ou des documents (**PLU, PLH ou PDU**) ne pourra s'effectuer que dans le cadre d'un PLU(i) comportant des orientations d'aménagement et de programmation tenant lieu de PLH et le cas échéant de PDU.

Concernant le secteur du bâtiment, la loi vise à engager une véritable rupture technologique dans le neuf et à accélérer la rénovation thermique du parc ancien, ce qui passe par les mesures suivantes :

- créer une attestation obligatoire permettant de vérifier la prise en compte des normes énergétiques à la fin des travaux ;
- développer les contrats de performance énergétique ;
- informer en amont les futurs occupants d'un bâtiment sur sa performance énergétique et afficher les performances énergétiques dans les annonces immobilières ;
- faciliter l'accès des copropriétés aux améliorations énergétiques ;
- renforcer les mesures destinées à lutter contre la précarité énergétique dans les plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées et dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

La loi 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production du logement social

a été adoptée pour permettre la réalisation de l'objectif ambitieux de construction de 500 000 logements par an dont 150 000 logements sociaux. Elle vise à favoriser la mise à disposition du foncier de l'Etat et de ses établissements publics en faveur du logement, en permettant une cession au profit d'opérations de logement social pouvant aller jusqu'à la gratuité. Elle a également vocation à rendre plus efficace le dispositif existant en renforçant d'une part, les exigences de production et d'autre part, en incitant plus fermement les communes à contribuer solidairement à l'effort de rattrapage.

Pour ce faire, elle a notamment porté à 25 % le taux de logements sociaux dans les communes appartenant à des agglomérations ou des Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants,

comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, sauf dans les territoires ne justifiant pas un effort de production supplémentaire pour répondre à la demande et aux besoins des personnes à revenus modestes et des personnes défavorisées pour lesquels ce taux est maintenu à 20 %.

En Meurthe-et-Moselle, les communes concernées restent soumises au taux de 20 %.

La loi 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 22 février 2014

met en œuvre une réforme en profondeur du cadre de la politique de la ville :

- en inscrivant le principe fondamental de la co-construction de la politique de la ville avec les habitants,
- en redéfinissant les quartiers prioritaires à partir d'un critère unique, celui de la concentration urbaine de pauvreté,
- en instaurant un contrat unique global à l'échelle de l'intercommunalité : le contrat de ville nouvelle génération, qui traitera dans un même cadre des enjeux de cohésion sociale, de renouvellement urbain et de développement économique,
- en engageant une nouvelle étape de renouvellement urbain indissociable du volet social,
- en abrogeant les anciens zonages : **Zone Urbaine Sensible (ZUS)**, **Zone Franche Urbaine (ZFU)**, **Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS)**,
- en mettant en œuvre un dispositif de veille pour les quartiers sortant de la géographie prioritaire au 01/01/2015.

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (dite loi ALUR)

qui s'inscrit dans le cadre d'un renforcement des moyens des intercommunalités prévoit notamment de renforcer et d'adapter le contenu des PLH (L302-1 CCH) par :

- la prise en compte des objectifs du **Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD)**
- le renforcement des attentes vis-à-vis du PLH en faveur de la politique d'attribution et du développement de l'offre adaptée :
- la création facultative de conférences intercommunales du logement (si PLH approuvé) mais rendu obligatoire par la loi sur la ville pour les PLH concernés par les quartiers prioritaires ,
- le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et de d'information des demandeurs (en cas de PLH exécutoire).

Elle précise que le PLH devra mentionner, au titre des moyens à mettre en œuvre pour satisfaire les besoins en logement et en hébergement, les actions à mener en vue de l'amélioration et de la réhabilitation du parc existant qu'il soit public ou privé (**Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat : OPAH**), les actions de lutte contre l'habitat indigne ainsi que les actions à destination des copropriétés en difficultés, notamment les actions de prévention et d'accompagnement et le cas échéant, les opérations de requalification des copropriétés dégradées.

Origines législatives et réglementaires du PLU(i) valant PDU

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) créé par la loi d'orientation sur les transports intérieurs (Loti) en 1982 est un outil de planification à la mobilité. Il vise

en premier lieu la diminution du trafic automobile.

La Loi sur l’Air et l’Utilisation Rationnelle de l’Energie (LAURE) dès 1996

a rendu le PDU obligatoire dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants et en a défini la procédure d’élaboration. Outil global de planification de la mobilité à l’échelle d’une agglomération, il définit les principes d’organisation du transport et du stationnement des personnes et des marchandises, tous modes confondus. Le PDU porte sur le territoire de compétence de l’**Autorité Organisatrice des Transports Urbains (AOTU)**, soit le **Périmètre de Transports Urbains (PTU)**, de dimension intercommunale la plupart du temps.

Plusieurs lois entre 2000 à 2010 ont renforcé le PDU :

- La loi SRU de 2000, renforcée 10 ans plus tard par les lois Grenelle, vise à mettre en cohérence politiques urbaines et systèmes de transports.

Par une articulation efficace entre transports et urbanisme, le PDU doit permettre un usage accru des réseaux de transports collectifs existants et favoriser les déplacements de courte distance, pour lesquels la marche et le vélo sont des alternatives à la voiture.

Il s’agit ainsi de favoriser le développement urbain autour des arrêts de TC existants ou en projet, de faciliter les déplacements de proximité – plus facilement réalisable à pied ou à vélo – par un maillage important de commerces et de services de proximité et en agissant sur le partage de la voirie

- Les lois Grenelle de l’environnement en 2010

permettent aux PLU(i) de contenir un volet spécifique tenant lieu de Plan de Déplacement Urbain (PDU).

Font du PDU un outil de territorialisation de la lutte contre le changement climatique, au côté des autres documents de planification locale. Le PDU est rendu compatible avec deux documents de planification environnementale : le **Plan de Protection de l’Atmosphère (PPA)** élaboré par l’État à l’échelle de l’agglomération et le **Schéma Régional du Climat, de l’Air et de l’Energie (SRCAE)** co-élaboré par l’État et la région

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’accès au logement et à un urbanisme rénové (dite loi ALUR)

Les EPCI peuvent désormais choisir d’élaborer :

- soit un PLU(i),
- soit un PLU(i) tenant lieu de PLH,
- soit un PLU(i) tenant lieu de PDU si l’EPCI est une autorité organisatrice prévue à l’article L1231-1 du code des transports,

Le PDU est aujourd’hui défini dans le code des transports (articles L1214-1 et suivants) :

Le plan de déplacements urbains vise à assurer :

1° L’équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilités d’accès, d’une part, et la protection de l’environnement et de la santé, d’autre part ;

2° Le renforcement de la cohésion sociale et urbaine, notamment l’amélioration de l’accès aux réseaux de transports publics des personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite ;

3° L’amélioration de la sécurité de tous les déplacements, en opérant, pour chacune

des catégories d'utilisateurs, un partage de la voirie équilibré entre les différents modes de transport et en effectuant le suivi des accidents impliquant au moins un piéton ou un cycliste ;

4° La diminution du trafic automobile ;

5° Le développement des transports collectifs et des moyens de déplacement les moins consommateurs d'énergie et les moins polluants, notamment l'usage de la bicyclette et la marche à pied ;

6° L'amélioration de l'usage du réseau principal de voirie dans l'agglomération, y compris les infrastructures routières nationales et départementales, par une répartition de son affectation entre les différents modes de transport et des mesures d'information sur la circulation ;

7° L'organisation du stationnement sur la voirie et dans les parcs publics de stationnement, notamment en définissant les zones où la durée maximale de stationnement est réglementée, les zones de stationnement payant, les emplacements réservés aux personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, la politique de tarification des stationnements sur la voirie et dans les parcs publics corrélée à la politique de l'usage de la voirie, la localisation des parcs de rabattement à proximité des gares ou aux entrées de villes, les modalités particulières de stationnement et d'arrêt des véhicules de transport public, des taxis et des véhicules de livraison de marchandises, les mesures spécifiques susceptibles d'être prises pour certaines catégories d'utilisateurs, notamment tendant à favoriser le stationnement des résidents et des véhicules bénéficiant du label " autopartage " tel que défini par voie réglementaire ;

8° L'organisation des conditions d'approvisionnement de l'agglomération nécessaires aux activités commerciales et artisanales, en mettant en cohérence les horaires de livraison et les poids et dimensions des véhicules de livraison au sein du périmètre des transports urbains, en prenant en compte les besoins en surfaces nécessaires aux livraisons pour limiter la congestion des voies et aires de stationnement, en améliorant l'utilisation des infrastructures logistiques existantes, notamment celles situées sur les voies de pénétration autres que routières et en précisant la localisation des infrastructures à venir, dans une perspective multimodale ;

9° L'amélioration du transport des personnels des entreprises et des collectivités publiques en incitant ces dernières à prévoir un plan de mobilité et à encourager l'utilisation par leur personnel des transports en commun et le recours au covoiturage ;

10° L'organisation d'une tarification et d'une billettique intégrées pour l'ensemble des déplacements, incluant sur option le stationnement en périphérie et favorisant l'utilisation des transports collectifs par les familles et les groupes ;

11° La réalisation, la configuration et la localisation d'infrastructures de charge destinées à favoriser l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables

Le PDU coordonne des politiques sectorielles portant sur les modes alternatifs à la voiture, la voirie et le stationnement en intégrant plusieurs enjeux transversaux :

- la protection de l'environnement,
- l'intégration entre politiques urbaines et de mobilité,
- l'accessibilité des transports pour tous ou encore la sécurité des déplacements.

- Le PDU est un outil de programmation,

car il hiérarchise et prévoit le financement de ses actions, et ses mesures s'imposent **aux PLU(i)**, aux actes et décisions prises au titre des pouvoirs de police du maire et

des gestionnaires de voirie. Il est accompagné d'une étude des modalités de son financement et de la couverture des coûts d'exploitation des mesures qu'il contient (article 28 de la **Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI)**).

- **Le PDU doit également veiller à prendre en compte et à intégrer l'ensemble des grands projets**, pouvant impacter de manière forte la mobilité durant sa période d'application de dix ans. L'objectif de **diminution du trafic automobile** doit porter sur l'ensemble du PTU, zone par zone : le PDU ne peut prévoir de délester certains secteurs au détriment d'autres zones ou le trafic augmenterait, même si in fine la part du trafic automobile diminue globalement sur l'ensemble du PTU.

Concernant l'objectif d'organisation du stationnement, le PDU doit être précis sur les périmètres où s'imposeront les règles visant à réduire le nombre de places de stationnement et que devront prendre en compte le PLU(i). Il peut fixer des orientations précises dans l'ensemble des domaines qu'il couvre tels que définis par le législateur, notamment en matière de stationnement, et non pas se limiter simplement à des généralités.

Sur la question de la mesure des émissions de GES évitées, l'AOTU élaborant ou révisant son PDU doit, en plus de l'évaluation environnementale prévue par les articles L122-4 et suivants du code de l'environnement, procéder à une évaluation de l'impact attendu de la mise en oeuvre du PDU sur la réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Le code des transports précise que cette évaluation et ce calcul porteront à **partir de 2015 sur l'ensemble des Gaz à Effet de Serre (GES)**.

L'annexe accessibilité du PDU,

La loi impose la création d'une annexe accessibilité, jointe au PDU, cette annexe doit indiquer toutes les mesures d'aménagement et d'exploitation à mettre en oeuvre pour la mise en accessibilité du réseau de transports publics de l'AOTU qui élabore son PDU. Elle doit également présenter le calendrier de réalisation de ces mesures (article 28 de la LOTI modifiée par la loi 2005-102). En application de la loi, les services de transport existants devront être rendus accessibles d'ici février 2015.

L'article 45 de la loi du 11 février 2005 prévoit également la mise en place, dans chaque commune, d'un document de **Planification de l'Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces publics (PAVE)**.

Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement d'automobiles situées sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale ». **Ce plan de mise en accessibilité fait partie intégrante du Plan de Déplacements Urbains.**

L'annexe accessibilité du PDU doit donc assurer la bonne prise en compte de l'interface voirie/transport en faisant le lien entre la mise en accessibilité des réseaux de transports, prévue par les Schémas Directeurs d'Accessibilité des transports, et la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics, prévue dans les PAVE et que le PDU intègre.

Le devenir des documents communaux

(Autorité chargée de la procédure articles L153-6 à L153-10 du code de l'urbanisme)

Conséquences de la prise de compétence en urbanisme par un EPCI

Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014

Parmi les principales mesures de la loi, peuvent être citées **le transfert automatique de la compétence PLU aux intercommunalités**, le renforcement du rôle intégrateur du SCoT, les évolutions en matière de droit de préemption, ainsi que les dispositions en matière de pollution des sols, la fin des **Plan d'Occupation des Sols (POS)** au 31 décembre 2015.

Loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe)

La loi NOTRe (article 37) clarifie les modalités de reprise des procédures en cours et de modification des documents applicables sur le nouveau territoire. Ainsi, les impacts des prochaines évolutions de périmètre sur les documents d'urbanisme pourront être gérés plus facilement.

Simplification des cas de figure possibles pour l'achèvement des procédures en cours

L'EPCI compétent peut achever les procédures d'élaboration ou d'évolution des documents l'urbanisme, quelles qu'elles soient, engagées avant **une création, une fusion, une modification du périmètre de l'EPCI ou un transfert de compétence**. Cette reprise de procédure nécessite un accord formel de la commune qui avait engagé la démarche de PLU.

Clarification des évolutions possibles des documents applicables

Les dispositions des PLU restent applicables **et peuvent être modifiées ou mises en compatibilité par le nouvel EPCI compétent** jusqu'à l'approbation ou la révision d'un PLU couvrant l'intégralité du territoire de l'EPCI. A noter également que les cartes communales applicables sur le territoire d'un EPCI compétent, y compris lorsqu'il est issu d'une fusion ou d'une modification de périmètre, peuvent être modifiées ou révisées (L163-1 à L163-2 du code de l'urbanisme)

Evolution de périmètre d'un l'EPCI

En cas d'intégration de commune ou de fusion d'EPCI

L'EPCI compétent ayant la maîtrise d'ouvrage de ces procédures peut choisir, en fonction de l'avancement du PLU(i) en cours, de l'importance de la modification du périmètre et des enjeux locaux entre :

- élargir la démarche à l'ensemble de son territoire,
- poursuivre le PLU(i) (ou les PLU(i), en cas de fusions de 2 EPCI déjà engagés dans une telle démarche) sur son périmètre initial; il peut, en parallèle, s'il l'estime opportun, engager l'élaboration d'un PLU(i) sur l'ensemble du nouveau territoire,
- abandonner la procédure du PLU(i) sur son territoire initial et lancer l'élaboration d'un PLU(i) sur l'ensemble du nouveau territoire.

Procédure d'élaboration ou de révision et contenu du plan local d'urbanisme intercommunal (valant PLH et PDU)

3.1 Les différentes étapes

Les règles de procédure pour l'élaboration ou la révision d'un PLU(i) visent à assurer à chacune des personnes, publiques ou privées, le droit d'être informée et de s'exprimer avant que le document entre en application.

La procédure d'élaboration est précisée **aux articles L153-11 à L153-26** du code de l'urbanisme.

Le schéma ci-après présente les grandes phases de cette procédure :

• Prescription de l'élaboration du PLU(i) (article L153-11)

L'établissement public de coopération intercommunale compétent (L153-8) annonce tout d'abord son intention motivée d'élaborer ou de réviser le document et indique comment il a l'intention de mener la concertation (L103-3). L'organe délibérant de l'EPCI arrête les modalités de cette collaboration **après avoir réuni une conférence intercommunale** rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres. La délibération prise est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9.

• Débat sur les orientations du PADD(articles L153-12 à L153-13)

Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du PADD, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU. L'EPCI élabore ensuite le document, en associant toutes les personnes ayant vocation à sa propre initiative ou à leur demande. C'est durant cette phase d'études, que prennent place la concertation, l'association des personnes publiques et le débat en conseil communautaire sur les grandes orientations du PADD.

Lorsque le PLU(i) tient lieu de plan de déplacements urbains (PLUiD), les représentants des professions et des usagers des voies et modes de transport, les représentants d'associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L141-1 du code de l'environnement ainsi que des associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite sont consultés, à leur demande, sur le projet.

• Arrêt du projet de PLU(i) (articles L153 -14 à L153-18)

Lorsque les études sont achevées et le dossier constitué, l'EPCI clôt la concertation et en tire le bilan, puis arrête le projet de PLU(i) par une délibération communautaire (L153-14)

Au moment de l'arrêt du PLU(i) (**article L153-15**), lorsqu'une commune de l'EPCI émet un avis défavorable sur les OAP ou le règlement la concernant directement, l'EPCI délibère à nouveau et arrête le projet à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Le projet de plan arrêté est soumis pour avis (article L153-16)

1° Aux personnes publiques associées

3° **Au comité régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L364-1 du code de la construction et de l'habitation lorsque le projet de PLU(i) tient lieu de programme local de l'habitat (PLH).**

Le projet de plan arrêté est également soumis à leur demande (article

L153-17) :

- 1° Aux communes limitrophes ;
- 2° Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;
- 3° A la CDPENAF naturels et forestiers prévue à l'article L112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Lorsque le projet d'élaboration ou de révision d'un plan local d'urbanisme a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de **Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)** créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme élaboré ou révisé. Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public (**article L153-18**).

• Enquête publique (articles L153-19 à L153-20)

Commence ensuite une phase de recueil d'avis, avec d'abord la consultation des **Personnes Publiques Associées (PPA)** à l'élaboration du PLU(i) qui auront trois mois pour exprimer leur avis puis l'enquête publique, qui dure au moins un mois, pour recueillir les observations de toute personne intéressée (**article L153-19**).

Le commissaire enquêteur dispose ensuite d'un délai d'un mois pour rendre son rapport et ses conclusions. **Après l'enquête publique réalisée**, les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête sont présentés lors **d'une conférence intercommunale** rassemblant les maires des communes membres de l'EPCI afin de déterminer les transformations qu'il souhaite apporter au projet de PLU(i).

Lorsque l'enquête concerne une ZAC, elle vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux prévus dans la zone à condition que le dossier soumis à l'enquête comprenne les pièces requises par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (**L153-20**).

• Approbation du plan local d'urbanisme (articles L153-21 à L153-22)

A l'issue de l'enquête publique, l'EPCI compétent approuve le projet de PLU (i) modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, à la majorité des suffrages exprimés (**article L153-21**). Le PLU approuvé est tenu à la disposition du public (**article L153-22**).

• Caractère exécutoire du PLU (articles L153-23 à L153-26)

Lorsque le PLU porte sur un territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, il est exécutoire dès lors qu'il a été publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales

(article L153-23).

Le préfet dispose alors d'un délai de deux mois à compter de la transmission de la délibération accompagnée du dossier complet pour mettre en œuvre le contrôle de légalité.

• **Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat**, le préfet peut demander les modifications qu'il estime nécessaire d'apporter au plan lorsque ce dernier ne répond pas aux objectifs définis à l'article L302-2 du code de la construction et de l'habitation. Dans un délai d'un mois, l'établissement public de coopération intercommunale fait connaître au préfet s'il entend procéder aux modifications. A défaut d'accord ou à défaut d'une délibération approuvant les modifications demandées dans un délai d'un an à compter de la demande de modifications, le préfet engage une modification ou une révision du plan.

• **Le renforcement du dispositif d'évaluation des PLUi (H/D)**
(articles L153-27 à L153-30)

Une analyse des résultats de l'application du PLU(i) ou du PLUi(D) est menée 9 ans après l'approbation du plan. Ce délai est ramené à 6 ans dans le cas d'un PLUi(H) ou PLUi(HD). Cette analyse donne lieu à une délibération sur l'opportunité de réviser le PLU(i).

Dans le cas d'un PLU(i) intégrant le programme local d'habitat trois ans au plus tard à compter de la délibération portant approbation ou révision de ce plan, un bilan de l'application des dispositions de ce plan relatives à l'habitat est transmis au préfet.

Ce dispositif d'évaluation est applicable à compter du 1^{er} juillet 2015.

3.3 Contenu du plan local d'urbanisme intercommunal (valant PLH/D)

Le contenu du PLU(i) est défini aux articles L151-1 à L151-48 du code de l'urbanisme (version en vigueur au 01/01/2016).

Pour les PLU(i) prescrits avant le 01/01/2016 et qui n'opteraient pas pour la modification du contenu du PLU issue de l'ordonnance 2015-1174 du 23 septembre 2015, se référer aux articles L123-1 et suivants du code de l'urbanisme (version en vigueur au 31/12/2015).

Le plan local d'urbanisme comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;
- 4° Un règlement ;
- 5° Des annexes.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.

Lorsqu'il est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale

compétent, le plan local d'urbanisme peut comporter des plans de secteur qui couvrent chacun l'intégralité du territoire d'une ou plusieurs communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le plan de secteur précise les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que le règlement spécifiques à ce secteur.

Une ou plusieurs communes membres d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération peuvent demander à être couvertes par un plan de secteur. Après un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, celui-ci délibère sur l'opportunité d'élaborer ce plan

Lorsque le PLU(i) tient lieu de PLH ou de plan de déplacements urbains, il comprend également **un Programme d'Orientations et d'Actions (POA)**. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Le programme d'orientations et d'actions comprend toute mesure ou tout élément d'information nécessaire à la mise en œuvre de la politique de l'habitat ou des transports et des déplacements définie par le PLU tenant lieu de PLH ou de PDU.

Le PLU(i) peut en outre préciser dans les **Zones d'Aménagement Concerté (ZAC)**, la localisation et les caractéristiques des espaces publics à conserver, à modifier ou à créer, La localisation prévue pour les principaux ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts (article L151-27 du code de l'urbanisme). Ces dispositions figurent dans le règlement du PLU(i) ou dans les **Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP)** ou leurs documents graphiques (articles R151-9 à R151-16 du CU).

3.4. Droit de préemption urbain

Le droit de préemption permet aux collectivités publiques d'acquérir un bien immobilier, le plus souvent en se substituant à l'acquéreur.

Ce droit ne peut intervenir que dans des zones préalablement définies et pour mettre en œuvre des opérations d'intérêt général : réalisation d'équipements collectifs, valorisation du patrimoine, lutte contre l'insalubrité, développement d'activités économiques...

Les droits de préemption, qu'il s'agisse du **Droit de Préemption Urbain (DPU)** ou du droit de préemption à l'intérieur des **Zones d'Aménagement Différé (ZAD)**, sont devenus des outils incontournables de la politique foncière des collectivités locales.

La loi ALUR a modifié le régime juridique du droit de préemption. La loi marque une volonté de mieux mobiliser le foncier disponible, en renforçant le rôle des intercommunalités et du préfet dans la mise en œuvre des droits de préemption et en élargissant le champ d'application du DPU.

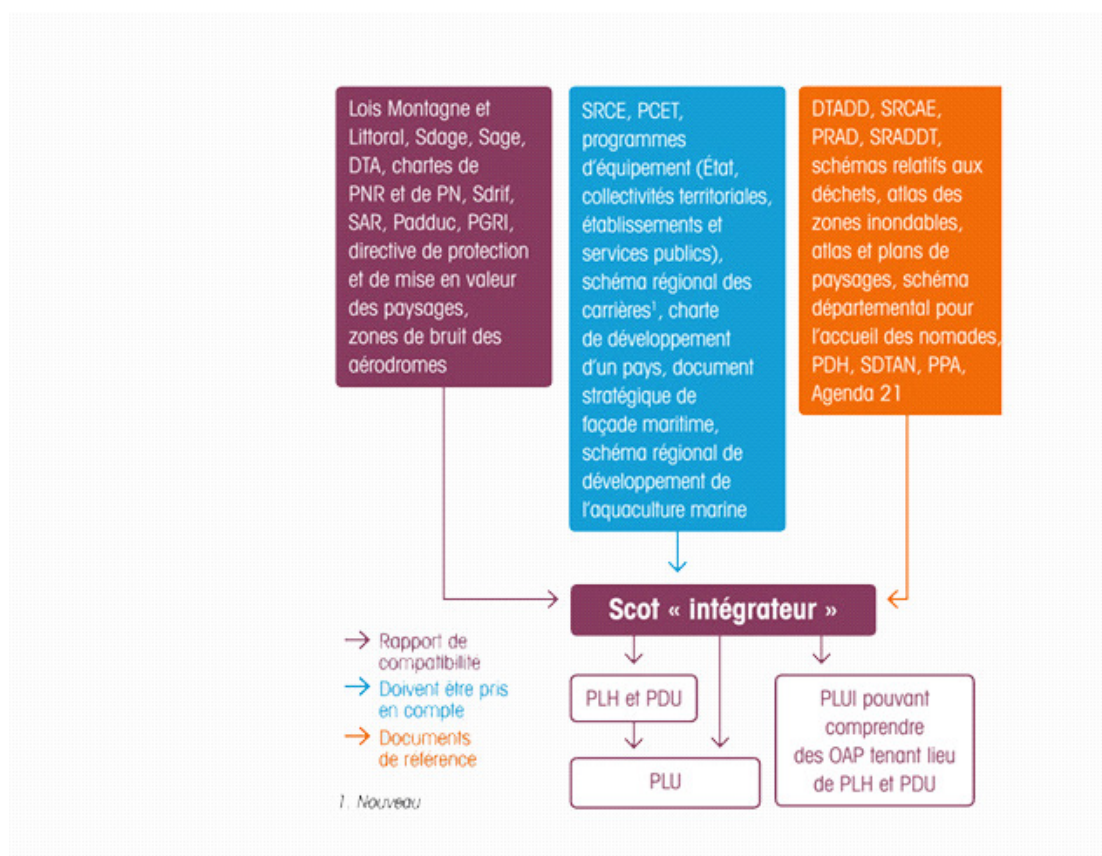
Le renforcement des droits de préemption passe, d'une part, par l'extension des compétences des EPCI à fiscalité propre et du préfet et, d'autre part, par un élargissement notable du champ d'application du DPU.

En effet, désormais, les EPCI à fiscalité propre sont compétents de plein droit en matière de droit de préemption urbain, dès lors qu'ils sont compétents en matière de PLU - article L211-2 du Code de l'Urbanisme en vigueur (modifié par loi n°2014-366 du 24 mars 2014). L'EPCI peut déléguer à une commune de son périmètre en tout ou partie l'exercice de ce droit de préemption.

Documents supra-communaux

Préambule

L'article L101-2 (ancienne référence L121-1) modifié par l'article 123 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 réunit l'ensemble des principes fondamentaux qui s'imposent aux documents d'urbanisme. La loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 améliore et simplifie la hiérarchie des normes (voir tableau ci-après).



SRCAE

Document de cadrage élaboré conjointement par la région et l'État, le **Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)** de Lorraine a ainsi été approuvé le 20 décembre 2012 par le président du conseil régional et par le préfet de région. Son volet air prend le relais du plan régional pour la qualité de l'air. Il définit les orientations et objectifs en matière de demande énergétique, de lutte contre la pollution atmosphérique, de développement des énergies renouvelables, de

réduction des émissions de GES et d'adaptation aux effets probables du changement climatique.

Le SRCAE s'inscrit dans le cadre défini par des engagements pris par la France depuis plusieurs années, à l'échelle mondiale, européenne ou nationale.

La France s'est en effet engagée à participer à l'atteinte de cibles globales à l'occasion de sommets internationaux (sommet de Rio en 1992, protocole de Kyoto en 1997, etc.).

Elle participe aussi à la mise en œuvre du socle d'orientations européennes, le paquet énergie climat, aussi appelé 3 × 20, qui vise d'ici 2020 à :

- Réduire de 20 % la consommation énergétique française par rapport à un scénario tendanciel ;
- Réduire de 20 % les émissions de GES de la France par rapport à celles enregistrées en 1990 ;
- Porter la part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique français à 23 % par rapport à la consommation énergétique finale.

De plus, la France s'est résolument engagée sur certains grands principes notamment le facteur 4, inscrit dans la loi **Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE)**, qui vise à réduire d'ici 2050 de 75 % les émissions de GES de la France par rapport à celles enregistrées en 1990. La France s'est également dotée en 2004 de son plan climat national qui vise à mettre en œuvre les actions nécessaires à l'atteinte de cet objectif et qui a vocation à être réactualisé tous les deux ans.

PCET

Un **Plan Climat Energie Territorial (PCET)** est un projet territorial de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire. Le PCET vient s'intégrer au projet politique de la collectivité. Si un agenda 21 local pré-existe, le PCET renforce le volet « énergie-climat » de celui-ci. Dans le cas contraire, le PCET peut constituer le premier volet d'un futur agenda 21.

Institué par le Plan Climat National et repris par les lois Grenelle, il constitue un cadre d'engagement pour le territoire. Les PCET sont aujourd'hui obligatoires pour les collectivités de plus de 50 000 habitants. Mais l'échelle du bassin de vie étant la plus appropriée pour la mise en place des PCET, les territoires de projet sont également encouragés à adopter un PCET, cela de manière volontaire.

Le PCET vise deux objectifs dans un délai donné :

- Atténuer, réduire les émissions de GES pour limiter l'impact du territoire sur le changement climatique ;
- Adapter le territoire au changement climatique pour réduire sa vulnérabilité.

SRCE

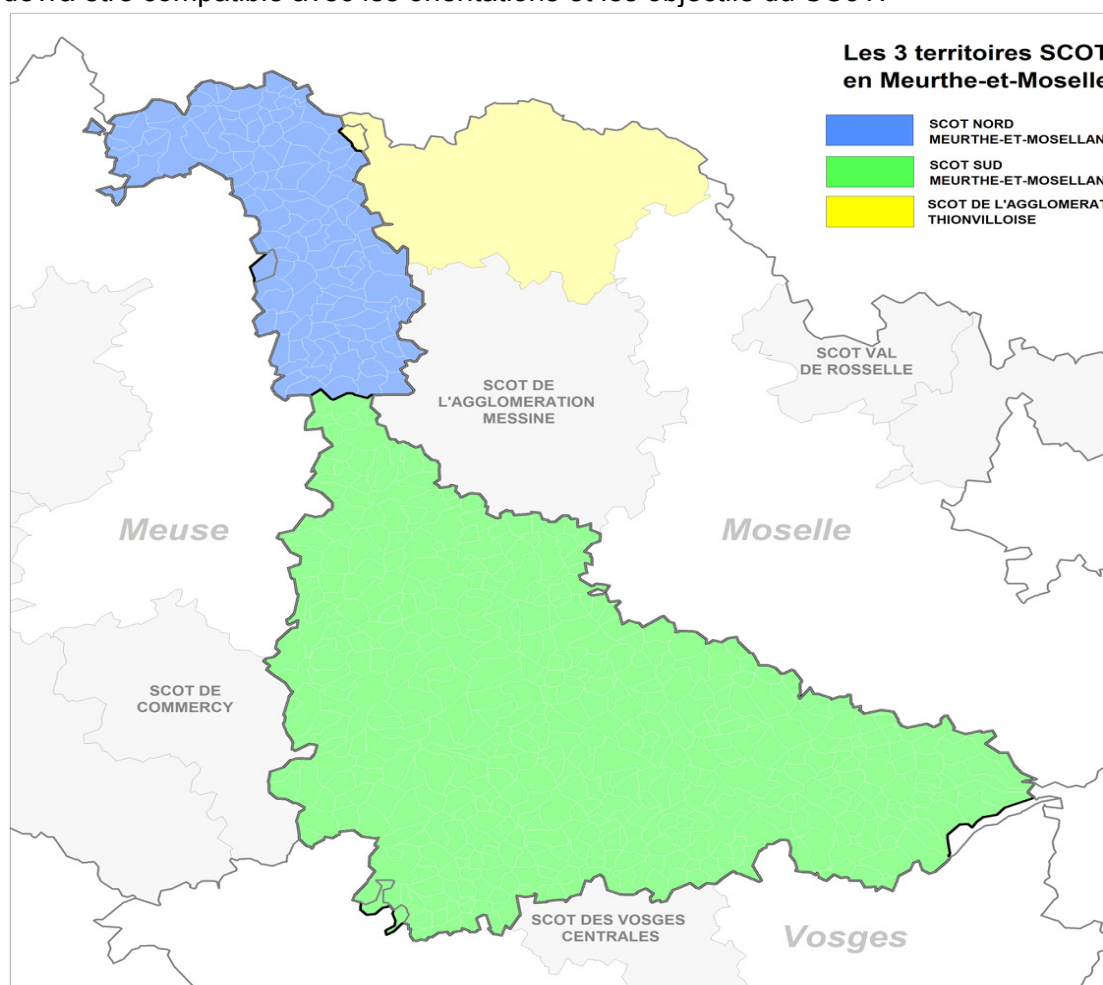
Le **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** qui a été adopté le 30 juillet 2015 est un outil d'aménagement durable du territoire fondé sur la notion de **Trame Verte et Bleue (TVB)**. La rédaction de ce document cadre a été copilotée par l'Etat et la région. Les documents de rang inférieur (PLU(i) ou SCoT) doivent prendre en compte les orientations générales définies par la norme supérieure (SRCE).

DTA

Non concernée par la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA)

SCoT

Le territoire de la Meurthe-et-Moselle est concerné par trois SCoTs : le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** sud 54 approuvé le 14 décembre 2013, le SCoT nord 54 approuvé le 11 juin 2015 et le SCoT de l'agglomération Thionvilloise le 27 février 2014 (voir carte). Le plan local d'urbanisme intercommunal de votre commune devra être compatible avec les orientations et les objectifs du SCoT.



PGRI

La directive inondation adoptée par la commission européenne en 2007 et traduite en droit français en 2010 fixe une méthode pour permettre aux territoires exposés au risque d'inondation de travailler à en réduire les conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique. Elle comprend notamment l'élaboration puis l'approbation en décembre 2015 du **Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)**, qui définit des orientations et des mesures suivantes à mettre en place à l'échelle du district hydrographique Rhin et Meuse :

1° Les orientations fondamentales et dispositions présentées dans les schémas

directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, concernant la prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau...

2° Les dispositions concernant la surveillance, la prévision et l'information sur les phénomènes d'inondation, qui comprennent notamment le schéma directeur de prévision des crues..."

Le PGRI est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent le SDAGE. Les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles, dans un délai de trois ans, avec les objectifs du PGRI et les axes 1 et 2 des mesures.

Les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau et les PPRI doivent être compatibles ou rendus compatibles avec toutes les dispositions du PGRI. Celui-ci est mis à jour tous les six ans.

SDAGE

Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** 2010-2015 du bassin Rhin-Meuse a été approuvé par arrêté du préfet coordonnateur en 2009. Le PLU doit être compatible avec les orientations du SDAGE du bassin sur lequel se situe la commune.

C'est un outil fondamental pour fixer les orientations d'une politique visant à préserver d'une façon pérenne les milieux aquatiques. Il comporte notamment des objectifs de qualité et de quantité des eaux à respecter pour toutes les masses d'eau.

Le SDAGE établit les orientations fondamentales et les dispositions retenues à l'échelle du bassin. Les orientations fondamentales définissent les grandes lignes de la politique de l'eau à mener pour assurer une gestion équilibrée de l'eau à l'échelle du bassin. Les dispositions précisent quant à elles les modalités de mise en œuvre des décisions administratives dans le domaine de l'eau et les règles à respecter en matière d'urbanisme pour mettre en œuvre la politique décrite dans les orientations fondamentales.

Le programme de mesures décline de manière concrète les moyens techniques et financiers pour atteindre les objectifs du SDAGE.

Les orientations du PLU(i) doivent être compatibles avec l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015.

L'ensemble des documents est disponible à l'adresse :
bassin Rhin Meuse : <http://sdage.eau2015-rhin-meuse.fr/>

SAGE

Le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)** est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère ...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le SDAGE.

Le SAGE est élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'État...) réunis au sein de la **Commission Locale de l'Eau (CLE)**. Ces acteurs locaux établissent un projet de gestion concertée et collective de l'eau.

Le SAGE du bassin ferrifère a été approuvé par arrêté inter-préfectoral 54-55-57 en date du 27 mars 2015.

L'état d'avancement des procédures d'élaboration des SAGE sont disponibles à l'adresse : <http://www.gesteau.eaufrance.fr/>

PNRL

Si votre commune appartient au **Parc Naturel Régional de Lorraine (PNRL)**, le rapport de présentation du plan local d'urbanisme devra justifier (conformément aux dispositions de l'article L151-4 du code de l'urbanisme) de la compatibilité des dispositions du plan local d'urbanisme avec les orientations et les mesures de la charte du PNRL.

Fiscalité de l'aménagement

La fiscalité de l'aménagement instaurée par l'article 28 de la loi 2010-1658 du 29 décembre 2010 s'applique à toutes les demandes d'autorisation d'occuper le sol déposées à compter du 1^{er} mars 2012. Elle est définie aux articles L331-1 et suivants du code de l'urbanisme modifié par ordonnance du n°2015.-1174 du 23 septembre 2015

En vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article 101-2, les communes ou EPCI, la métropole de Lyon, les départements et la région d'Ile-de-France perçoivent une taxe d'aménagement.

Ce dispositif repose sur deux nouvelles taxes : la taxe d'aménagement et le **Versement pour Sous-Densité (VSD)**. Le champ d'application de la redevance d'archéologie préventive a aussi été modifié.

La taxe d'aménagement

A/ La part communale ou intercommunale

Les exonérations de plein droit (ne nécessitant pas de délibération) sont listées dans l'article L331-7 du code de l'urbanisme (liste des éléments exonérés de la part communale ou intercommunale de la taxe). A l'adoption d'un PLU(i), la part intercommunale de la taxe d'aménagement est instaurée de droit au taux de 1 %.

Le fait générateur de la taxe d'aménagement est l'autorisation (permis de construire, permis d'aménager, ou déclaration préalable) ou le procès-verbal dans le cas de travaux sans autorisation.

Le calcul de l'assiette est constituée de la surface taxable dans le cas des constructions, et d'une valeur forfaitaire pour les installations.

Le montant de la taxe d'aménagement se calcule ainsi :

Assiette x valeur (fixée par article L331-11 du code de l'urbanisme) x taux voté par la collectivité.

Cas des communes membres d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de PLU(i) :

La taxe d'aménagement, et éventuellement les exonérations et la sectorisation, sont instituées :

- Par délibération des EPCI compétents en matière de PLU(i) (autres que les communautés urbaines) ;

- En lieu et place des communes membres ;
- Et avec leur accord exprimé selon II de l'article L5211-5 du **Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)**.

Délibérations

La délibération instituant la taxe d'aménagement, renonçant à la percevoir ou la supprimant est valable pour une durée minimale de 3 ans à compter de son entrée en vigueur.

Le taux, la sectorisation des taux et les exonérations peuvent être modifiés par délibération tous les ans. Il est recommandé d'adopter des délibérations renouvelables par tacite reconduction.

Toutes les délibérations prises sont applicables au 1er janvier de l'année N + 1 si elles ont été adoptées avant le 30 novembre de l'année N (réf. article L331-14 du code de l'urbanisme modifié par ordonnance n°2014-1335 du 6 novembre 2014).

Par délibération adoptée avant le 30 novembre, les communes ou établissements publics de coopération intercommunale bénéficiaires de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement fixent les taux applicables à compter du 1er janvier de l'année suivante.

Les communes ou établissements publics de coopération intercommunale peuvent fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1 % et 5 %, selon les aménagements à réaliser, par secteurs de leur territoire définis par un document graphique figurant, à titre d'information, dans une annexe au plan local d'urbanisme ou au plan d'occupation des sols. A défaut de plan local d'urbanisme ou de plan d'occupation des sols, la délibération déterminant les taux et les secteurs ainsi que le plan font l'objet d'un affichage en mairie, conformément aux dispositions des articles L2121-24 et L2131-1 du code général des collectivités territoriales.

La délibération est valable pour une période d'un an. Elle est reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée dans le délai prévu au premier alinéa.

En l'absence de toute délibération fixant le taux de la taxe, ce dernier est fixé à 1 % dans les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale où la taxe est instituée de plein droit.

B/ La part départementale

Elle s'applique à toutes les communes du département même si elles n'ont pas instauré la taxe d'aménagement.

Le montant de la taxe d'aménagement se calcule ainsi :

$$\text{Assiette} \times \text{valeur (fixée par le code de l'urbanisme)} \times \text{taux}$$

Le taux et les exonérations sont fixés par délibération du conseil départemental pour toutes les communes du département. Le taux ne doit pas excéder 2,5 %. Il peut être modifié tous les ans par délibération du conseil départemental.

Les exonérations de plein droit (ne nécessitant pas de délibération) sont listées dans l'article L331-1 du code de l'urbanisme.

Le Versement pour Sous-Densité (VSD)

Le VSD est destiné à lutter contre l'étalement urbain en incitant les constructeurs à

consommer pleinement la constructibilité de leur terrain. L'instauration de ce versement est facultatif et peut être institué uniquement dans les zones U ou AU des PLU(i).

Le VSD peut être institué à tout moment. Pour l'instaurer, l'EPCI compétent en matière de PLU(i) doit délibérer.

Le mode de calcul du VSD est le suivant:

$$\text{(valeur du terrain / 2) x (surface du terrain x Seuil Minimal de Densité (SMD)) - (surface construite)}$$

surface du terrain x SMD

La valeur du terrain est déclarée par le demandeur de l'autorisation de construire.

La redevance d'archéologie préventive

Elle s'applique à toutes les communes du département même si elles n'ont pas instauré la taxe d'aménagement. Les exonérations de plein droit sont listées dans l'article L524-2 du code du patrimoine.

Le montant de la taxe d'archéologie préventive se calcule ainsi :

Assiette x valeur (fixée par article L331-11 du code de l'urbanisme) x taux

II – PRINCIPALES POLITIQUES DE L'ÉTAT A PRENDRE EN COMPTE

Le PLU(i) doit prendre en compte les risques connus, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, en particulier les articles L110 et L121-1.

Prévention des risques et des nuisances

Les inondations

Votre EPCI est traversée par un ou des cours d'eau pour lesquels les services de l'Etat ne disposent pas d'informations concernant les crues. Ces services recommandent aux élus et aux habitants d'enquêter et de réaliser une cartographie des zones ayant déjà été inondées pour les crues passées (crues historiques)

Afin de préserver au mieux les cours d'eau et les riverains du risque inondation, toutes constructions et aménagements devront, quand cela est possible, observer un recul de 10 mètres de large de part et d'autre des berges des cours d'eau et ce dans toutes les zones du plan local d'urbanisme intercommunal concernées par un cours d'eau dès lors que des constructions et aménagements y sont autorisés. Par conséquent, l'ensemble des zones A et N sont également concernées.

Votre EPCI (pour les communes de Art-Sur-Meurthe, Jarville-La-Malgrange, Laneuveville-Devant-Nancy, Malzéville, Maxéville, Nancy, Saint-Max et Tomblaine) est raccordée au dispositif d'annonces de crues, objet du règlement départemental d'alerte aux crues (RDAC 2006) révisé et approuvé par arrêté préfectoral du 14 décembre 2006.

Le territoire de votre EPCI étant sujet à des risques d'inondation, le principe est de **préserver les zones inondables de tout aménagement nouveau**, remblai, digue

ou construction, de nature à réduire les zones d'expansion des crues et susceptible d'aggraver ainsi les conséquences pour les biens et activités situés à l'aval.

Le **futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque** par divers moyens :

- **Le rapport de présentation**

- devra évoquer ce risque et la carte des inondations devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d'études

- mentionnera pour les communes en **Territoire à Risque important d'Inondations (TRI)**, identifiés dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Inondation, que la crue extrême a pour vocation de préparer la gestion de crise en recommandant de ne pas implanter dans l'enveloppe de cette crue de nouveaux établissements utiles à cette gestion et de nouveaux établissements sensibles*.

- ***Dans le règlement**, les chapeaux de zones concernées par des inondations devront être rédigés de la manière suivante : "Cette zone est concernée par des inondations, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions."*

En matière de prévention des risques, **le zonage** devra être réalisé de la façon suivante :

- De part et d'autre des cours d'eau canalisés ou non et des vallons secs (talwegs) : toutes constructions et aménagements doivent observer un recul de 10 mètres de large de part et d'autre des berges des cours d'eau. Cette distance est augmentée si la topographie l'exige. En tout état de cause, il convient de respecter les orientations T5B-02.3 et T5B-02.4 du SDAGE Rhin-Meuse.

- En zones inondées dûment définies par un atlas : rendre inconstructible les secteurs inondés encore vierges de constructions et aménagements.

- En zones inondables dûment définies par un atlas :

1. **En zone naturelle** : ces zones doivent être préservées de toute urbanisation. Aucun aménagement nouveau dans les zones inondables, sauf dans les zones d'aléa faible et moyen pour les **projets d'intérêt stratégique*** qui ne peuvent être réalisés ailleurs.

2. **En zone urbanisée** :

- En zone d'aléa faible à moyen, il est possible de construire en zone inondable avec les prescriptions d'usage (cote de plancher, mise à l'abri des équipements sensibles, etc.). Cependant la construction des **établissements sensibles***, des hôtelleries de plein air, des aires d'accueil des gens du voyage est interdite

- En zone d'aléa fort et très fort, aucun aménagement nouveau n'est possible à l'exception des **projets d'intérêt stratégique*** et des opérations de renouvellement urbain dans les **dents creuses*** où de

nouvelles constructions peuvent être autorisées sous conditions et à l'exception des zones d'activité et d'habitation existantes dans lesquelles les extensions limitées des constructions existantes peuvent être autorisées sous conditions.

- En arrière des ouvrages de protection (digue, barrage,...) contre les inondations, une bande minimale de sécurité de 10 m inconstructible sera définie.

- Pour les Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) et les Plans de Surfaces Submersibles (PSS) : se référer aux règles édictées dans ces documents.

Ces derniers ont été communiqués aux communes et sont également consultables et téléchargeables sur le site internet de la préfecture (Cf partie "Données communales").

S'agissant d'une servitude d'utilité publique, les PPRI et PSS devront être annexés au document d'urbanisme dans leur intégralité.

- Cas particuliers où s'applique le PSS ou le PPRI et l'Atlas des Zones Inondables (AZI) Moselle

La connaissance la plus actualisée sera à prendre en compte pour l'élaboration du document d'urbanisme selon les règles s'appliquant aux zones inondables définies préalablement.

Les termes précités sont définis comme suit :

• **Un projet d'intérêt stratégique*** est un projet qui présente un intérêt général prouvé au regard du risque inondation, et pour lequel aucune implantation n'a été trouvée suite à une étude d'implantation alternative, comprenant a minima le chiffrage d'implantation du projet hors zone inondable. La comparaison entre les bénéfices économiques, sociétaux ou environnementaux attendus du projet et les coûts et dommages directs et indirects induits par le risque inondation pourra permettre d'apprécier l'intérêt général du projet.

• Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Inondation, les **établissements dits sensibles*** sont ceux recevant ou hébergeant un public particulièrement vulnérable, ou difficile à évacuer, ou pouvant accroître considérablement le coût des dommages en cas d'inondation. Ils comprennent notamment (liste non exhaustive) : les établissements de santé, les établissements psychiatriques, les établissements médico-sociaux, les maisons pour seniors, les prisons, les sites industriels concernés par l'application de la directive dite « SEVESO 3 », les centres de secours, les bâtiments utiles à la gestion de crise. Peuvent être exclus de cette définition les établissements assurant un service de proximité, autres que ceux listés précédemment.

• **Les dents creuses*** sont des parcelles ou espaces non construits, d'une superficie réduite, entourées de terrains bâtis, et situées en front de rue.

Les aléas miniers

1.2.1 Bassin ferrifère

Votre EPCI est concerné par des aléas miniers, le futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer ce risque et la carte des aléas devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d'études ;
- Dans le règlement, les chapeaux de zones concernées par les aléas miniers devront être rédigés de la manière suivante : "Cette zone est concernée par des aléas miniers ferrifères, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions".

En matière de prévention des risques, le zonage devra être réalisé de la façon suivante :

- **Dans le bassin ferrifère nord lorrain**, la DTA approuvée le 2 août 2005 pose comme principe une inconstructibilité des zones d'aléas miniers dans les communes ni significativement concernées ni très contraintes au sens de la DTA. Les nouvelles constructions doivent être réalisées dans les secteurs qui ne sont pas soumis aux aléas. Pour les communes concernées par un **Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM)**, il faudra se référer aux règles édictées dans ce document.

- **Dans le bassin ferrifère sud lorrain**, d'après la note sur la constructibilité dans le bassin ferrifère de Nancy du 3 mai 2012 :

1. dans les zones non urbanisées où la possibilité de construire moyennant le respect des conditions n'est envisageable qu'à titre dérogatoire, il convient en effet de privilégier tout développement urbain en dehors des zones d'aléas. Le développement de l'urbanisation dans les secteurs affectés par de l'aléa minier mouvements résiduels pourra toutefois être autorisés sous réserve de faire l'objet de choix motivé par la collectivité démontrant l'impossibilité de développement en dehors des zones d'aléas.

2. dans les zones déjà urbanisées, les zones de mouvements résiduels, fontis faibles et affaissements progressifs faibles et moyens sont constructibles sous conditions et moyennant le respect des règles constructibles définies par les études menées dans la bassin ferrifère nord lorrain par le **Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)** pour le compte des services de l'État.

Concernant les cartes d'aléas, ces dernières ont été communiquées aux communes et sont également consultables et téléchargeables sur le site internet de la **Direction Régionale, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)** de Lorraine (Cf partie "Données intercommunales").

Les PPRM ont été communiqués aux communes et sont également consultables et téléchargeables sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante (Cf partie "Données intercommunales").

S'agissant d'une servitude d'utilité publique, ils devront être annexés au document d'urbanisme dans leur intégralité.

1.2.1 Bassin salifère

Sondages

Votre EPCI est concerné par des sondages, les exploitants et les services de la DREAL Lorraine les ont repérés et ont considéré un rayon de 400 mètres pour la définition du périmètre d'influence des sondages d'exploitation par dissolution.

Ces périmètres ont été définis, en l'état de la connaissance, selon une approche générale de l'impact potentiel de ce type de sondages.

Le futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer ce risque et la carte des sondages devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d'études ;
 - Dans le règlement (pour les PLU uniquement), les chapeaux de zones concernées par les sondages devront être rédigés de la manière suivante : "Cette zone est concernée par des sondages miniers salifères, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions".

En matière de prévention des risques, le zonage devra être réalisé en tenant compte des avis de la DREAL et de l'exploitant concerné basé sur le principe suivant :

La délimitation des zones urbaines ou à urbaniser ne doivent pas s'approcher à moins de 400 m d'un sondage d'exploitation existant ou déjà programmé.

La carte des sondages est consultable et téléchargeable sur le site internet de la DREAL (Cf partie "Données intercommunales").

La dissolution du sel

Votre EPCI est concerné par des affaissements résultant de la circulation des eaux souterraines qui dissout le sel présent naturellement dans le sol et créant ainsi des déformations en surface, ces zones ont été étudiées et ont fait l'objet d'une délimitation approuvée par arrêté préfectoral du 19 mars 1991 pris en application de l'article R111-3 du code de l'urbanisme.

Le futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer ce phénomène et la carte du périmètre de risques d'affaissements dus à la dissolution du sel devra être jointe ;
- Dans le règlement, les chapeaux de zones concernées par les effondrements dus à la dissolution du sel devront être rédigés de la manière suivante : "Cette zone est concernée par des effondrements dus à la dissolution du sel, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions".

En matière de prévention des risques, le zonage du document d'urbanisme devra être réalisé en tenant compte des zones soumises à réglementation définies dans la carte précitée.

Ce document réglementaire vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au document d'urbanisme dans sa totalité. Ce document est disponible en mairie et est

également téléchargeable et consultable sur le site internet de la préfecture (Cf partie “Données intercommunales”)

Les mouvements de terrain

1.4.1 Les glissements de terrain

Votre ECPI est concerné par des aléas de glissements de terrain faisant apparaître la présence de zones instables ou potentiellement instables, le futur document d’urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer ce risque et la carte des aléas devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d’études ;
- Dans le règlement (pour les PLU(i) uniquement), les chapeaux de zones concernées par les aléas glissements de terrain devront être rédigés de la manière suivante : “Cette zone est concernée par des glissements de terrain, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions”.

En matière de prévention des risques, le zonage devra être réalisé en tenant compte de la doctrine de l’État suivante :

- Pour les études d’aléas
 - 1. En zone naturelle** : les secteurs soumis à un aléa seront en principe inconstructibles.
 - 2. En zone bâtie** : les secteurs d’aléa faible voire moyen, pourront être rendus constructibles sous conditions.
- Pour le(s) Plan(s) de Prévention des Risques Mouvements de Terrain (PPRMT) : se référer aux règles édictées dans ces documents.

Concernant les cartes d’aléas, ces dernières ont été communiquées aux communes et sont également consultables et téléchargeables sur le site internet de la préfecture (Cf partie “Données intercommunales”).

Le(s) PPRMT ont été communiqués aux communes et sont également consultables et téléchargeables sur le site internet de la préfecture (Cf partie “Données intercommunales”).

S’agissant d’une servitude d’utilité publique, ils devront être annexés au document d’urbanisme dans leur intégralité.

1.4.2 Chute de blocs

Votre EPCI est concerné par des phénomènes de chute de masses rocheuses, le futur document d’urbanisme devra prendre en compte ces aléas par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer ce risque et la carte des aléas au 1/25 000^{ème} ou au 1/5 000^{ème} devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d’études ;
- Dans le règlement, les chapeaux de zones concernées par les aléas chute de masses rocheuses devront être rédigés de la manière suivante : “Cette zone est concernée par des aléas chute de masses rocheuses, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions.”

En matière de prévention des risques, le zonage devra être réalisé en tenant compte de la doctrine de l’État suivante : seules les zones d’aléa faible peuvent

être rendues constructibles sous conditions.

La carte des aléas du **Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)** au 1/25 000^{ème} est consultable et téléchargeable sur le site internet du BRGM (Cf partie “Données intercommunales”).

1.4.3 Cavités

Votre EPCI est concerné par le recensement des cavités en Meurthe-et-Moselle réalisé par le BRGM en 2010, le futur document d’urbanisme devra prendre en compte ces aléas par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer ce phénomène et la carte localisant cette cavité devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d’études ;
- Dans le règlement, le chapeau de zone concernée ou impactée par la cavité devra être rédigé de la manière suivante : “Cette zone est concernée ou impactée par la présence d’une cavité, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions”.

L’aléa lié à une cavité est représenté par un cercle centré sur celle-ci, de rayon égal à une zone d’influence forfaitaire de 50 m augmentée de la précision de positionnement donnée dans la fiche synthétique.

En matière de prévention des risques, le zonage devra être réalisé en tenant compte de la doctrine de l’État suivante : “Dans un souci d’aménagement et développement durables, les possibilités de développement de l’urbanisation devront être examinées prioritairement en dehors des zones d’aléas définies autour de ces cavités. Toute urbanisation éventuelle à proximité de ces sites devra faire l’objet d’un choix motivé et justifié, qui mettra en avant la prise en compte de la présence de la/des cavités et des dangers qui en résultent”.

Ce principe ne concerne pas les cavités localisées avec une précision de 5 000 m.

Le retrait et gonflement des argiles

Votre EPCI est concerné par les aléas de retrait et gonflement des argiles, d’après la cartographie départementale au 1/50 000^{ème} du BRGM, le futur document d’urbanisme devra prendre en compte ces aléas par divers moyens :

- Le rapport de présentation devra évoquer ce phénomène et la carte localisant cet aléa devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création (avril 2008) et le nom du bureau d’études. Le rapport de présentation mentionnera que si ce phénomène ne met guère en danger la sécurité physique des citoyens, il est en revanche fort coûteux au titre de l’indemnisation des dégâts dus aux catastrophes naturelles. Il s’agit également d’un aléa particulier en ceci qu’il ne conduit jamais à une interdiction de construire, mais à des recommandations constructibles applicables principalement aux projets nouveaux ;
- Le règlement et le zonage ne feront pas mention de ce phénomène.

La carte “retrait et gonflement des argiles” a déjà été remise à votre commune (Cf partie “Données intercommunales” pour télécharger les données).

Le risque technologique

1.6.1 Sites SEVESO seuil haut

Votre EPCI est concerné par la présence d'un site SEVESO seuil haut, le futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer ce phénomène et la carte localisant cet aléa devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d'études ;
- Dans le règlement, le chapeau de zone concernée par cet aléa devra être rédigé de la manière suivante : "Cette zone est concernée par la présence d'un aléa technologique, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions".

En matière de prévention des risques, le zonage devra être réalisé en tenant compte de la doctrine de l'État suivante :

- Pour les sites SEVESO seuil haut dont les effets sont définis par une carte d'aléas technologiques :

1. En zone naturelle : ces zones doivent être préservées de toute urbanisation. Aucun aménagement dans ces zones quel que soit l'aléa, sauf pour les équipements publics qui ne peuvent être réalisés ailleurs.

2. En zone urbanisée : il est possible de construire en zone d'aléas faibles, moyens et moyens + avec prescriptions. En secteur d'aléa fort et fort +, aucun aménagement nouveau n'est possible à l'exception des zones industrielles. En secteur d'aléas très fort + et très fort, le principe d'interdiction strict prévaut.

- Pour les sites SEVESO seuil haut réglementés par un **Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)** : se référer aux règles édictées dans ces documents.

Ces documents sont consultables et téléchargeables sur le site de la DREAL Lorraine pour les installations civiles et sur le site de la préfecture pour les installations militaires (Cf partie "Données intercommunales").

Le PPRT étant une **Servitude d'Utilité Publique (SUP)**, il devra être annexé au document d'urbanisme dans son intégralité.

1.6.2 Les canalisations de transport de matières dangereuses

Votre EPCI est concerné par le passage de canalisations de transport de matières dangereuses ayant fait l'objet d'un recensement en 2010 par la DREAL.

Dans le cadre de réalisation de projets dans les zones de dangers significatifs, graves ou très graves pour la vie humaine, je vous invite à respecter a minima, et sans préjudice des servitudes d'utilité publique applicables, les dispositions suivantes pour le futur document d'urbanisme :

- Le rapport devra évoquer ces canalisations et si ces dernières ne sont pas déclarées d'utilité publique, une carte les localisant devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d'études ;
- Dans le règlement, le chapeau de zone concernée par ces canalisations devra être rédigé de la manière suivante : "Cette zone est concernée par la présence de canalisations de transport de matières dangereuses, les occupations et utilisations

du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions”.

Dans le cadre du principe de précaution, pour toute réalisation de projets dans des zones de dangers significatifs graves ou très graves pour la vie humaine, je vous invite à respecter à minima, les dispositions suivantes :

En matière de prévention des risques, le zonage devra être réalisé en tenant compte de la doctrine de l'Etat suivante :

- Dans un souci d'aménagement et de développement durables du territoire, l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones à proximité de ces ouvrages est à évaluer en fonction des risques potentiels qu'ils représentent ; il conviendra d'examiner prioritairement les possibilités d'implantation hors des zones de danger précitées ;
- En zone de dangers très graves pour la vie humaine dite zone d'**Effets Létaux Significatifs (ELS)**, proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes ;
- En zone de dangers graves pour la vie humaine dite zone des **Premiers Effets Létaux (PEL)**, proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie ;
- En zone de dangers significatifs dite zone des effets irréversibles (IRE), informer le transporteur de ces projets le plus en amont possible, afin qu'il puisse gérer un éventuel changement de la catégorie d'emplacement de la canalisation, en mettant en œuvre si nécessaire des dispositions compensatoires.

Pour les canalisations qui sont déclarés SUP, elles devront figurer dans la liste et sur les planches de servitudes.

Je vous invite à prendre l'attache du service gestionnaire de la canalisation pour toutes informations complémentaires et à avertir celui-ci de tout projet prévu à proximité de l'ouvrage.

1.6.3 Les ICPE

- **Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** soumises à autorisation

Votre EPCI est concerné par la présence d'une ICPE à autorisation voire par ses effets dangereux définis par une étude de dangers réalisée par l'exploitant puis validée et communiquée par les services de l'État aux collectivités compétentes en matière d'urbanisme, le futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer cette ICPE et la carte localisant cette dernière et ses zones d'effets dangereux devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d'études ;
- Dans le règlement, le chapeau de zone concernée par cette ICPE devra être rédigé de la manière suivante : “Cette zone est concernée par la présence et les zones d'effets d'une installation classée pour la protection de l'environnement, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions”.

En matière de prévention des risques, le zonage devra être réalisé en tenant compte de la doctrine de l'État suivante :

Pour les ICPE ayant des zones d'effets définies :

- Dans un souci d'aménagement et de développement durables du territoire, il conviendra d'être très prudent et vigilant en matière de gestion de l'urbanisation, notamment en ce qui concerne les projets importants ou sensibles. Il conviendra d'examiner prioritairement les possibilités d'implantation hors des zones d'effets et de justifier toute ouverture à l'urbanisation dans ces zones d'effets ;
- En zone d'ELS, toute nouvelle construction est interdite à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;
- En zone d'effets létaux, toute nouvelle construction à vocation résidentielle est interdite.

Pour les ICPE dont les études de danger sont en cours de validation, l'**Unité Territoriale (UT)** 54-55 de la DREAL Lorraine devra être consultée et pour les ICPE dont les études de danger ont été traduites en règles d'urbanisme portées à connaissance des collectivités et établissements compétents, la DDT devra être consultée.

• ICPE soumises à déclaration

Voir partie "données communales" si concernée.

1.6.4 Sites et sols pollués

Votre EPCI est concerné par la présence d'un site et sol pollué suivi par les services de l'Etat, (Cf partie « données communales »). Le futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens.

Les modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués sont décrites dans la circulaire du 08 février 2007 relative aux sites et sols pollués. La fiche comprenant les éléments relatifs aux sites et sols pollués à intégrer au rapport de présentation du document d'urbanisme se trouve en **annexe n° 1**.

L'ensemble des textes de référence et des outils pratiques sont mis à disposition et commentés sur le site : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Sites-et-sols-pollues.html>

Le rapport devra évoquer cette information et la carte localisant ce site devra être jointe, ainsi que son intitulé, sa date de création et le nom du bureau d'études.

Dans le règlement, le chapeau de zone concernée par ce site pollué devra être rédigé de la manière suivante : "Cette zone est concernée par la présence d'un site ou sol pollué, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions".

Stockage de gaz

Si votre EPCI est concerné par le périmètre de stockage souterrain de Cerville-Velaine-sous-Amance, le futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer cette servitude qui devra figurer dans la liste et dans les planches de servitudes ;
- Dans le règlement, le chapeau de zone concernée par ce stockage devra être rédigé de la manière suivante : "Cette zone est concernée par le stockage de gaz souterrain, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions".

Par décret du 8 décembre 1972 renouvelé le 25 mars 2003, Gaz de France a été autorisé à exploiter un stockage souterrain de gaz combustible (gaz naturel) dans la région de Cerville-Velaine-sous-Amance, d'une capacité de 1.500 millions de mètres cubes dans les formations géologiques constituées par les grès à Volzia. Gaz de France devra donc être consulté au droit de cette servitude.

Les aléas sismiques

La France dispose depuis le 24 octobre 2010 d'une nouvelle réglementation parasismique, entérinée par la parution au Journal Officiel de deux décrets et un arrêté :

- Décret no 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
- Décret no 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant sur la délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
- Arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite "à risque normal".

Cette réglementation est entrée en vigueur le 1er mai 2011. D'après la carte de délimitation des zones de sismicité précitée, l'ensemble de votre commune est concerné par de l'aléa très faible (zone 1) ou faible (zone 2) ou modéré (zone 3) mentionné dans la fiche intercommunale synthétique jointe à ce document et présentant l'état des risques sur les communes concernées.

Le futur document d'urbanisme devra prendre en compte ce risque par divers moyens :

- Le rapport devra évoquer ce phénomène,
- Dans le règlement (pour les PLU(i) uniquement et pour les communes situées en zone 2 et 3), tous les chapeaux de zone devront être rédigés de la manière suivante : "Cette zone est située en zone 2 ou 3 de sismicité, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions".

En matière de prévention des risques, le zonage du document d'urbanisme ne sera pas influencé par cet aléa puisque toutes demandes d'autorisation d'occupation du sol peuvent être autorisées mais sous conditions.

Des informations sur le risque sismique sont disponibles sur le site du Plan Séisme, programme national de prévention du risque sismique www.planseisme.fr et sur le portail de la prévention des risques majeurs www.prim.net

Catastrophes naturelles

Votre EPCI a fait l'objet d'arrêtés interministériels, concernant des catastrophes naturelles.

Rupture de barrage

Votre EPCI se situe sur le tracé de l'onde de submersion éventuelle qui résulterait de la rupture d'un barrage (Cf partie données communales).

Si ce risque ne constitue pas une servitude, il peut être pris en compte dans un

projet d'aménagement intégrant une réflexion sur l'évacuation des personnes et la localisation des **Etablissements Recevant du Public (ERP)** ou des services d'intervention.

Défense contre l'incendie

Une fiche de données communales est jointe à ce document et précise les éléments en possession du **Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)**, d'un certain nombre de points d'eau incendie relevés sur votre commune.

Le SDIS vous rappelle que pour tout projet ou site à risque particulier pouvant nécessiter un dimensionnement spécifique, la défense incendie doit être analysée au cas par cas.

Les secteurs sans défense incendie correcte ne peuvent pas être considérés comme équipés, et ne peuvent donc pas être classés en zone urbaine d'un PLU(i).

Principaux textes réglementaires

Le CGCT

La prévention et la lutte contre l'incendie relèvent de la compétence exclusive de la commune.

Le service public de **Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)** est un service public juridiquement distinct du SDIS et du service public d'eau potable (article 77 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, codifié aux [articles L2225-1 à L2225-3](#) du CGCT).

Le service public de DECI est placé sous la responsabilité du maire (pouvoir de police) vise à assurer "en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin".

Ainsi, les communes sont "compétentes... pour la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours" et qui "peuvent également intervenir en amont de ces points d'eau pour garantir leur approvisionnement".

Le transfert de la compétence eau potable à un groupement intercommunal n'a pas de conséquence sur l'exercice de la compétence DECI. Ainsi, la réalisation, l'entretien, le renouvellement des ouvrages permettant de fournir l'eau nécessaire à la lutte contre l'incendie (poteaux, bouches incendie) demeurent sous la responsabilité de la seule commune compétente en matière de DECI et ces ouvrages ne peuvent être mis à disposition du groupement auquel a été transférée la compétence eau potable.

Le code de L'urbanisme

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic (R111-5).

Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives de distribution d'eau potable peuvent être accordées à titre exceptionnel, lorsque la grande superficie des parcelles ou la faible densité de construction ainsi que la facilité d'alimentation individuelle font apparaître celle-ci comme nettement plus économique, mais à la condition que la potabilité de l'eau et sa protection contre tout risque de pollution puissent être considérées comme assurées. Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives peuvent être accordées pour l'assainissement lorsque, en raison de la grande superficie des parcelles ou de la faible densité de construction, ainsi que de la nature géologique du sol et du régime hydraulique des eaux superficielles et souterraines, l'assainissement individuel ne peut présenter aucun inconvénient d'ordre hygiénique (R111-11).

La circulaire interministérielle du 10 décembre 1951

Ce texte, de référence, compile les principes généraux sur les débits en eau à prévoir pour l'alimentation du matériel d'incendie et sur les mesures à prendre pour constituer des réserves d'eau suffisantes.

Les trois principes de base de cette circulaire pour lutter contre un risque moyen (un pavillon d'habitation) sont :

- Le débit nominal d'un engin de lutte contre l'incendie est de 60 m³/h,
- La durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen est évaluée à deux heures,
- La distance entre le projet et l'hydrant est comprise entre 100 et 400 mètres (en général 150 mètres pour un risque courant), en fonction du risque à couvrir et de la réglementation spécifique applicable (établissements recevant du public, industrie...).

Il en résulte que les services incendie doivent pouvoir disposer sur place et en tout temps de 120m³. Ces besoins en eau pour la lutte contre l'incendie peuvent être satisfaits indifféremment à partir du réseau de distribution ou par des points d'eau naturels ou artificiels.

Le règlement opérationnel des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle (arrêté préfectoral 3662/2013 du 22 novembre 2013) :

Document opposable aux tiers, ce texte rappelle entre autre les grandes règles de la défense contre l'incendie pour les communes, mais surtout reprend en annexe les conditions d'accessibilité, des engins de lutte contre l'incendie, en matière d'urbanisme. Il est consultable sur le site www.sdis54.fr.

Protection de la santé humaine

Agir pour un urbanisme favorable à la santé

Le **Plan Régional Santé Environnement 2 (PRSE)** de Lorraine a été adopté en

2011. C'est une déclinaison régionale du **Plan National Santé Environnement 2 (PNSE)**.

La direction générale de la santé et l'école des hautes études en santé publique ont édité en septembre 2014 un guide "Agir pour un urbanisme favorable à la santé, concepts & outils", téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.ehesp.fr/wp-content/uploads/2014/09/guide-agir-urbanisme-sante-2014-opt2.pdf>

Ce guide permet d'identifier les leviers permettant d'améliorer la santé des riverains lors de tout projet d'aménagement.

Sans être exhaustif, le tableau ci-dessous énumère quelques mesures concrètes qui peuvent être intégrées le plus en amont possible du projet.

Objectif	Mesures
Promouvoir un style de vie sain	Développer des équipements : pistes cyclables, transports en commun, chemins piétons, infrastructure de loisirs, équipements sportifs, espaces verts...
Assurer la cohésion sociale	Favoriser la mixité sociale et générationnelle, prévoir une diversification de l'offre de services, logements et commerces
Améliorer la qualité de l'habitat	Construire ou réhabiliter du bâti de qualité (ventilation, isolation, luminosité, choix des matériaux...)
Améliorer la qualité de l'air extérieur	Promouvoir des modes doux de déplacement (vélo, marche...). Favoriser les espèces végétales endémiques et non allergisantes
Améliorer la qualité et la gestion des sols	En cas de projet sur des sites et sols pollués, s'assurer de la compatibilité sanitaire du site avec les usages déjà existants et les usages à venir (interprétation de l'état des milieux – plan de gestion)
Améliorer la qualité sonore de l'environnement	Prendre en compte les nuisances sonores dans le choix de l'implantation des quartiers d'habitation ou des bâtiments accueillant des publics sensibles
Préserver la qualité de l'environnement naturel	Réflexion sur l'intégration du projet urbain dans le paysage existant
S'adapter aux changements climatiques	Lutter contre les îlots de chaleur urbains par la création d'espaces verts et le choix de matériaux réduisant les rayonnements solaires. Lutter contre la prolifération de maladies vectorielles en limitant les risques de développement de gîtes larvaires.

Bruit

Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE)

Le **Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE)** est un document

réglementaire mais non opposable instauré par la directive européenne n° 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Il vise à éviter, prévenir et réduire, dans la mesure du possible, les effets nuisibles du bruit sur la santé humaine et l'environnement. Il intègre également la protection des zones dites "calmes" en définissant une méthode permettant de maîtriser l'évolution du bruit dans ces zones et en tenant compte des activités humaines pratiquées et prévues.

Les liens vers les différents textes réglementaires vous sont proposée dans la fiche de données.

PEB

Ce document d'urbanisme fixe les conditions d'utilisation des sols exposés aux nuisances dues au bruit des aéronefs. Le **Plan d'Exposition au Bruit (PEB)** vise à interdire ou limiter les constructions pour ne pas augmenter les populations soumises aux nuisances. Il anticipe à l'horizon 15/20 ans le développement de l'activité aérienne, l'extension des infrastructures et les évolutions des procédures de circulation aérienne.

Il comprend un rapport de présentation et une carte à l'échelle du 1/25 000 qui indique les zones exposées au bruit. L'importance de l'exposition est indiquée par les lettres A, B, C, ou D :

- Zone A : exposition au bruit très forte,
- Zone B : exposition au bruit forte,
- Zone C : exposition au bruit modérée,
- Zone D : exposition au bruit faible.

Sont concernés les aéroports inscrits sur une liste établie par arrêtés des ministres chargés de la défense, de l'urbanisme, de l'aviation civile et de l'environnement. Sur les 600 aéroports que compte la France, environ 170 d'entre eux sont dotés d'un PEB (Cf partie « données intercommunales »).

Elaboration d'un PEB

La décision d'établir un PEB est prise par le préfet. Le projet de PEB est soumis pour consultation aux communes concernées, à la **Commission Consultative de l'Environnement (CCE)** et à l'**Autorité de Contrôle des NUISances Aéroportuaires (ACNUSA)** pour les 12 aéroports. Le projet est soumis à enquête publique par le préfet et modifié pour tenir compte des avis exprimés. Le PEB est annexé au plan local d'urbanisme intercommunal et peut être révisé à la demande du préfet ou sur proposition de la CCE.

Classement sonore des voies bruyantes

Se reporter au chapitre III-1.1

Sécurité – salubrité

Les distances d'éloignement entre les bâtiments d'élevage ou leurs annexes, les immeubles et les locaux occupés par les tiers varient selon les caractéristiques de ces bâtiments.

Le tableau figurant en annexe, sans être exhaustif, donne les principales distances d'éloignement selon que les bâtiments relèvent du **Règlement Sanitaire Départemental (RSD)** ou des ICPE (**annexe n° 2**).

Il conviendra de tenir compte de ces distances d'éloignement lors de la détermination des limites des zones urbaines et d'urbanisation future du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

Il est donc important de recueillir auprès des exploitants agricoles de votre commune les projets de développement lors de la phase d'élaboration ou de révision du PLUi(i).

Vous avez la possibilité de prendre l'attache de la DDT, de l'**Agence Régionale de Santé (ARS)** et de la **Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP)** en particulier pour les régimes administratifs applicables selon la taille des élevages (ICPE à déclaration, d'enregistrement et d'autorisation) et pour tout renseignement complémentaire concernant la législation ou la réglementation applicables.

Eau potable

Les périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine sont mis en place par arrêté préfectoral en application de l'article L1321-2 du code de la santé publique. Ils visent assurer la protection sanitaire de l'eau destinée aux consommateurs en protégeant essentiellement les points d'eau des pollutions ponctuelles et accidentelles pouvant subvenir dans leur proche environnement.

On distingue :

- Un périmètre de protection immédiate de quelques centaines de m² où toutes les activités autres que celle nécessaires à l'exploitation des installations de production d'eau sont interdites ;
- Un périmètre de protection rapprochée généralement d'une surface de quelques dizaines d'hectares où peuvent être interdites ou réglementées certaines activités et constructions ;
- Un périmètre de protection éloignée (facultatif) dans lequel peuvent être réglementées certaines activités ou constructions. Généralement les prescriptions tiennent le plus fréquemment en une demande d'application stricte de la réglementation générale, il caractérise une zone de vigilance.

Dans le département 54, fin 2014, 76 % des 468 captages d'eau potable disposent de périmètres de protection fixés par arrêté préfectoral. D'ici trois ans plus de 90 % de ces captages devraient pouvoir être protégés.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au PLUi(i) dans les conditions définies aux articles L151.43 et R151-51 à R151-53 du code de l'urbanisme et ce en application de l'article R1321-13-2 du code de la santé publique.

[Les articles L101-1 et suivants du code de l'urbanisme](#) prévoit que :

"Le plan local d'urbanisme (i) [...] doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs

d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L212-3 du même code".

Air

Comme rappelé lors de la conférence environnementale du 14 et 15 septembre 2012, la qualité de l'air extérieur constitue un enjeu important de santé publique. Dans le but de limiter l'exposition de la population et des écosystèmes à la pollution atmosphérique, la loi Grenelle II a rendu obligatoire la prise en compte de la qualité de l'air ambiant dans les documents de planification d'urbanisme.

Le PLU(i) constitue un outil en faveur de la lutte contre la pollution de l'air.

Les PLU(i) déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, la réduction des émissions de GES, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air (...).

La prise en compte de cette thématique dans les différentes politiques sectorielles (localisation des activités économiques, industrielles, des populations, l'organisation des transports et de développement durable des territoires) doit donc permettre de limiter les émissions polluantes et ses effets associés.

Rappel des textes législatifs et réglementaires :

- Directive n°2008/50/CE du 21 mai 2008,
- Directive n° 2004/107/CE du 15 décembre 2004,
- Loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 LAURE (loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie),
- Ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004,
- Article L132-1 du code de l'urbanisme,
- Décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010.

Compatibilité avec les plans et programmes :

L'article L101-2 du code de l'urbanisme précise que "les plans locaux d'urbanisme (i) et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

(...)

3° (...) la préservation de la qualité de l'air,...), la prévention (...) des pollutions et des nuisances de toute nature".

Il convient d'identifier les zones de forte exposition potentielle à la pollution atmosphérique et les prendre en compte dans les choix d'aménagement de la commune. Une attention particulière doit être portée en cas de construction d'Etablissement Recevant du Public (ERP) à destination des personnes dites sensibles (écoles, crèches, maisons de retraite...).

Au niveau national, les plans sont :

- **Le plan national particules** adopté en juillet 2010, présentant des mesures nationales et locales pour améliorer la qualité de l'air ;
- **Le Plan National Santé Environnement 2 (PNSE) 2** adopté en juillet 2009, présentant des mesures à développer à l'échelle du territoire pour réduire les niveaux d'émissions des polluants atmosphériques.

Au niveau local, les plans qui agissent sur la qualité de l'air sont multiples, on

recense notamment :

le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) lequel vise à réduire les émissions de polluants atmosphériques et de maintenir ou ramener dans les périmètres concernés les concentrations à des niveaux inférieurs aux normes fixées à l'article R221-1 du code de l'environnement. Élaboré sous l'égide du préfet, le PPA est actuellement le seul plan de nature contraignante pour se conformer aux normes de la qualité de l'air.

Le lien juridique entre le PLU(i) et le PPA est indirect. Le PLU(i) doit être compatible avec le PDU (L131-4 du code de l'urbanisme) qui doit être compatible avec les objectifs du PPA (R222-31 du code de l'environnement). **Ce lien juridique devient direct dans le cas d'un PLU(i) valant PDU.**

En région Lorraine, deux PPA ont été définis : le PPA des trois vallées (regroupement de 67 communes) et le PPA de l'agglomération de Nancy (regroupement de 38 communes).

Pour savoir si votre commune est incluse dans le périmètre d'un PPA, consulter le site de la DREAL Lorraine

<http://www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr/ppa-en-vigueur-r2307.html>

• **Le SCoT**, lequel est un outil de planification intercommunal orientant l'évolution d'un territoire dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durable. Il permet d'assurer la cohérence des documents sectoriels intercommunaux comme les PDU, des PLU(i) ou des cartes communales ;

• **Le Plan de Déplacements Urbains (PDU)**, vise à définir, dans les Périmètres de Transports Urbains (PTU), les principes d'organisation des transports de personnes et de marchandises, de circulation et de stationnement. Plusieurs objectifs sont poursuivis tels que l'usage équilibré des modes et la promotion des modes moins polluants et économes en énergie.

Assainissement

Conformément au [L2224-8](#) du CGCT, les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

Un zonage doit être réalisé par la collectivité compétente en assainissement ([L2224-10](#) du CGCT) pour définir les secteurs relevant de l'assainissement collectif et de **Assainissement Non Collectif (ANC)**.

Ainsi, leurs obligations dépendent du mode de gestion du traitement des eaux usées :

• Pour l'assainissement collectif, en application de la directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, transposée dans ses principes par la loi sur l'eau du 03 janvier 1992, les communes doivent mettre en conformité la collecte et le traitement des eaux usées collectées avant le 31 décembre 2005. Le non respect de cette échéance a conduit à une situation de contentieux européen et n'est pas sans conséquence sur l'atteinte des objectifs de bon état des eaux fixés dans les SDAGE. Parallèlement, un schéma d'assainissement collectif doit être établi avant la fin de l'année 2013. Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du dit réseau (L1331-1 du code de la santé publique).

• Pour l'ANC, qui concerne les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations ANC qui doit être

réalisé au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Le service départemental de police de l'eau de la DDT est en mesure d'apporter une analyse de la situation de la collectivité au regard de ses obligations en matière d'assainissement et par là des mises en conformité à réaliser (Cf partie « données intercommunales » pour un diagnostic synthétique du service).

Protection des milieux naturels et de la biodiversité

Continuité écologique des cours d'eau

La restauration de la continuité écologique des cours d'eau est un élément essentiel de la lutte pour la reconquête de la biodiversité aquatique et pour l'atteinte du bon état des cours d'eau.

L'article L214-17 du code de l'environnement introduit un classement avec deux listes qui se substituent aux classements actuels (au titre de la loi de 1919 sur la production hydroélectrique ou au titre de l'article L432.6 du code de l'environnement) dès parution des arrêtés correspondant des préfets coordonnateurs de bassin (parution prévue fin 2012 – début 2013).

Pour le bassin Rhin-Meuse l'arrêté a été publié au journal officiel le 1^{er} janvier 2013.

Les cours d'eau pourront être classés sur deux listes :

- La liste n° 1 qui interdit tout nouvel ouvrage faisant obstacle à la continuité écologique et fait obligation à tout ouvrage existant d'assurer la continuité écologique au moment du renouvellement d'autorisation ou de concession ;
- La liste n° 2 qui impose à tout ouvrage existant ou à venir d'assurer la continuité écologique. Les ouvrages existants devront être mis en conformité dans un délai de cinq ans après publication de la liste.

Les délégations de bassin ainsi que les services départementaux de police de l'eau sont en mesure de transmettre la liste des cours d'eau classés au titre des listes n° 1 et n° 2.

Zones humides

La préservation des ressources naturelles constitue un enjeu majeur pour la France. L'[article L211-1 du code de l'environnement](#) rappelle qu'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau vise à assurer la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

En démontrant que les zones humides sont des "infrastructures naturelles", un premier plan d'action en 1994 a permis de ralentir les atteintes directes aux zones humides et de préserver les plus importantes pour la biodiversité mais n'a pas réussi à enrayer durablement leur dégradation.

Un second plan d'action a été lancé le 02 février 2010. Il présente 29 actions pour :

- Permettre de développer une agriculture durable dans les zones humides,
- Valoriser le rôle de ces zones en milieu urbanisé,
- Améliorer leur connaissance et leur protection,

- Contribuer à leur valorisation au niveau international.

Ce plan vise notamment à une meilleure prise en compte des zones humides et de leur préservation dans les PLU(i).

Les SDAGE, SAGE et la TVB sont à consulter pour identifier les orientations et dispositions particulières à prendre en compte.

Mais plus généralement la connaissance de l'existence de zones humides sur le territoire de la commune doit être intégrée aux réflexions d'élaboration du PLU(i).

Pour accéder aux données disponibles en termes de localisation des zones humides, les structures suivantes pourront être consultées :

- Agence de l'eau et DDT service départemental de police de l'eau dans tous les cas,
- Parc naturel régional si la commune se situe sur un tel territoire,
- CLE si la commune se situe sur un territoire de SAGE avec CLE constituée. Cette consultation est utile même si le SAGE n'est pas encore approuvé, en effet des données peuvent être disponibles bien avant l'approbation du SAGE.

Biodiversité

Certains périmètres définis par décret, par arrêté ministériel ou par arrêté préfectoral imposent sur le territoire une réglementation spécifique en matière de protection de la nature. Sont cités ci-dessous, les principaux types d'espaces protégés présents en Lorraine.

3.3.1 RNR

Les **Réserves Naturelles Régionales (RNR)** sont créées en application de l'article L332-2-1 du code de l'environnement, sur décision de la région.

La réglementation relative aux RNR est proche de celle qui touche aux réserves naturelles nationales. C'est une délibération du conseil régional qui fixe la réglementation applicable dans la réserve.

3.3.2 Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

L'article R411-15 du code de l'environnement dispose que :

“Afin de prévenir la disparition d'espèces figurant sur la liste prévue à l'article R411-1, le préfet peut fixer, par arrêté, les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département à l'exclusion du domaine public maritime où les mesures relèvent du ministre chargé des pêches maritimes, la conservation des biotopes tels que mares, marécages, marais, haies, bosquets, landes, dunes, pelouses ou toutes autres formations naturelles, peu exploitées par l'homme, dans la mesure où ces biotopes ou formations sont nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de ces espèces”.

3.3.3 Natura 2000

En application des directives européennes “habitats, faune, flore” et “oiseaux”, l'article L414-1 du code de l'environnement institue un réseau Natura 2000 constitué de zones spéciales de conservation (habitats, faune hors oiseaux, flore) et de zones de protection spéciale (oiseaux).

Le réseau Natura 2000 n'est pas à proprement parler un milieu protégé, car aucune

activité n'y est interdite. Toutefois, les activités susceptibles d'avoir une incidence significative sur les habitats naturels et espèces ayant justifié de la désignation du site, doivent faire l'objet d'une évaluation appropriée de leurs incidences.

3.3.4 Evaluation des Incidences Natura 2000 (EIN)

L'Evaluation des Incidences Natura 2000 (EIN) répond à l'article 6 de la directive européenne 92/43/CE du 21 mai 1992 (directive "habitats, faune, flore") qui précise qu'un plan ou un projet ayant un impact significatif dommageable sur l'état de conservation des espèces ou des habitats d'un site Natura 2000, ne doit pas être autorisé sauf pour des raisons impératives d'intérêt public majeur. Ce principe a été codifié en droit français à l'article L414-4 du code de l'environnement.

L'[article R414-4 du code de l'environnement](#) prévoit que :

"lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après "Évaluation des incidences Natura 2000" que s'ils figurent sur une liste nationale établie par décret en conseil d'État [...]3 ; (R414-19 du code de l'environnement)".

L'article [R414-19 du code de l'environnement](#) précise que :

"sont soumis à Evaluation d'incidences Natura 2000 (EIN) les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale au titre du I de l'article L122-4 du présent code et aux articles L104-3 et suivants du code de l'urbanisme" ;

L'EIN 2000 permet de confronter le plan ou le projet aux sites Natura 2000 susceptibles d'être impactés, d'identifier des impacts dommageables potentiels et d'estimer le niveau des impacts dommageables résiduels après la mise en œuvre de mesures d'évitement, de suppression ou de réduction des impacts.

L'EIN doit conclure sur l'existence ou non d'impact dommageable significatif.

3.3.5 ZNIEFF

Une **Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)** est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis-à-vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

3.3.6 Espèces protégées

Certains périmètres définis par décret, par arrêté ministériel ou par arrêté préfectoral imposent sur le territoire une réglementation spécifique en matière de protection de la nature.

Ces milieux naturels protégés doivent être pris en compte dans le PLU(i) sur la base des inventaires disponibles. Ces derniers identifient la présence d'espèces protégées connues pour prendre en compte leur protection, leurs habitats naturels ou non, et les corridors écologiques qu'elles utilisent, dans le zonage et le règlement conformément aux articles [L411-1](#) et [411-2](#) du code de l'environnement.

Il est rappelé que toutes activités susceptibles d'entraîner la destruction de spécimens ou d'habitats (dans certain cas) d'espèces animales ou végétales protégées est interdite.

Le PLU(i) doit donc, autant que faire se peut, sur la base des inventaires disponibles, identifier la présence d'espèces protégées connues et prendre en compte leur protection, leurs habitats naturels ou non, et les corridors écologiques qu'elles utilisent, dans le zonage et le règlement conformément aux articles [L411-1](#) et [411-2](#) du Code de l'Environnement.

C'est au stade du projet qu'une demande de dérogation relative aux espèces protégées devra éventuellement être déposée au titre des deux articles pré-cités.

Le porteur du projet devra mettre tout en œuvre pour éviter l'impact, si celui-ci ne peut pas être évité, des mesures de réduction devront être mises en œuvre. Enfin, en cas d'impossibilité de réduire complètement l'impact, celui-ci devra être compensé.

Pour un territoire abritant des espèces animales ou végétales protégées, l'enjeu au niveau du document d'urbanisme est de proposer un zonage permettant d'éviter le développement d'activités incompatibles avec la préservation de ces espèces identifiées.

Trame Verte et Bleue - continuités écologiques

Contexte législatif et réglementaire

Engagement phare du Grenelle de l'environnement, réaffirmé par la conférence environnementale de septembre 2012, la trame verte et bleue (TVB) est un outil majeur d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité.

En complément de la préservation de la biodiversité dans des espaces patrimoniaux restreints (Natura 2000, ZNIEFF, arrêté de biotope, etc), il s'agit d'assurer la conservation et/ou la remise en bon état des continuités écologiques sur l'ensemble du territoire, de façon graduée, selon les enjeux et les contextes, en prenant en considération aussi bien la nature remarquable que la nature ordinaire.

En apportant une réponse à la fragmentation des habitats naturels, la TVB contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels, des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle permet aux espèces animales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favorise leur capacité d'adaptation, notamment au changement climatique.

Réglementairement, les lois Grenelle (loi n° 2009-967 du 3 août 2009 et loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) sont traduites :

- Dans le code de l'environnement ([article L371-1 et suivants](#)) avec définition, objectifs, dispositif de la TVB et lien avec les SDAGE ;

Le décret n° 2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la TVB complète et précise la

partie législative ([R371-16 et suivants](#))

- Dans le code de l'urbanisme, qui garantit la bonne prise en compte de la conservation, de la restauration et de la création des continuités écologiques dans les différents documents de planification ([L101-1](#), [L101-2](#) et suivants).

La préservation des milieux nécessaires aux continuités écologiques assure au moins le maintien de leur fonctionnalité (R371-20 code de l'environnement).

La remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques consiste dans le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité. (R371-20 code de l'environnement).

La communauté de communes peut proposer donc des mesures pour atteindre cet objectif et des indicateurs de suivis.

Éléments de définition

Les continuités écologiques constitutives de la TVB comprennent donc deux types d'éléments : des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

On y distingue une composante aquatique (trame bleue) et une composante terrestre (trame verte).

Prise en compte par les PLU(i)

Dans le respect du principe de subsidiarité, les PLU(i) situés dans le périmètre d'un SCoT, ou d'une DTA doivent être compatibles avec les éléments de la Trame Verte et Bleue définis dans ceux-ci ([L101-3](#), [L111-2 du code de l'urbanisme](#)).

Le document d'urbanisme prend en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

Documentation

De nombreux guides, documents et exemples sont disponibles pour aider les bureaux d'étude et les collectivités territoriales dans leur démarche, aux adresses suivantes :

<http://www.trameverteetbleue.fr/>

La DREAL Lorraine et le CETE de l'Est ont également élaboré un outil cadre intitulé "repère", de la TVB à sa traduction dans les schémas de cohérence territoriale et plans locaux d'urbanisme.

Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Les **Espaces Naturels Sensibles (ENS)** des départements ont été créés par l'article 12 de la loi n°85-729 du 18 juillet 1985.

Les ENS ont pour objectif de protéger un patrimoine naturel, paysager ou géologique de qualité, qui se révèle menacé ou vulnérable par l'urbanisation, le développement d'activités ou des intérêts privés. En sus de cette mission de conservation, les ENS ont aussi une mission d'accueil du public et de sensibilisation, au moins dans certains lieux et à certaines périodes de l'année si cela n'est pas incompatible avec la fragilité des sites.

La loi de finances rectificative pour 2010 du 29 décembre 2010, en réformant les taxes d'urbanisme, a supprimé la **Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles (TDENS)** et l'a remplacée par une part départementale de la nouvelle

taxe d'aménagement.

Aux articles L113-8 du code de l'urbanisme évoque la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels, des champs naturels d'expansion des crues et la sauvegarde des habitats naturels. Les articles L113-11 et suivants indiquent quant à eux que peuvent être qualifiés d'espaces naturels sensibles "les bois, forêt et parcs (...) dont la préservation est nécessaire".

Évaluation environnementale

Cadre législatif et réglementaire

Cadre européen

La nécessité de réalisation d'une évaluation environnementale pour un plan ou un programme est inscrite dans l'article 1^{er} de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement :

"La présente directive a pour objet d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement, et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de plans et de programmes en vue de promouvoir un développement durable en prévoyant que, conformément à la présente directive, certains plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient soumis à une évaluation environnementale."

Cadre législatif

La transposition de cette directive dans le droit français pour ce qui concerne les documents d'urbanisme est précisée à l'article L122-4 du code de l'environnement qui renvoie au code de l'urbanisme :

"article L122-4. – II. – L'évaluation environnementale des plans, schémas, programmes et autres documents de planification mentionnés aux articles L104-1 du code de l'urbanisme et aux articles L4424-9 et L4433-7 du CGCT est régie par les dispositions des articles L104-1 à L104-3 du code de l'urbanisme".

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est donc décrite par le code de l'urbanisme.

Cadre réglementaire

Le décret précisant les dispositions réglementaires d'application des articles L104-1 et suivants du code de l'urbanisme est, depuis le 1^{er} février 2013, le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

Ce décret porte principalement sur les articles R104-1 et R104-2 du code de l'urbanisme.

Champs d'application

Documents d'urbanisme **soumis systématiquement à évaluation environnementale** lors de leur élaboration (articles R104-7 et suivants du code de l'urbanisme)

Sont systématiquement soumis à évaluation environnementale en fonction des critères de localisations suivants :

- Le critère Natura 2000 :
- **PLU(i) dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000,**
- Les autres critères :
- PLU(i) couvrant le territoire d'au moins une commune littorale,
- PLU(i) situés en zone de montagne prévoyant la réalisation d'une **Unité Touristique Nouvelle (UTN).**

Documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale au cas par cas lors de leur élaboration (article R104-9 du code de l'urbanisme)

Le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme instaure une procédure soumission à évaluation environnementale de certains documents d'urbanisme **après un examen au cas par cas. Il s'agit :**

- Tous les PLU(i) qui ne sont pas systématiquement soumis à évaluation environnementale ;

Cas des procédures d'évolution, de révision et déclaration de projet (article R104-8 du code de l'urbanisme)

Documents d'urbanisme soumis systématiquement à évaluation environnementale en fonction du critère de localisation Natura 2000.

L'autorité environnementale dans les cas des PLU(i) est le préfet de département concerné.

Sollicitation de l'autorité environnementale

Le projet de PLU(i) sera également soumis à Évaluation Environnementale dans la mesure où un ou plusieurs sites sont susceptibles d'être affectés dans leurs objectifs de conservation.

Le rapport de présentation du PLU(i) devant faire l'objet d'une évaluation environnementale doit être étoffé et respecter l'article R 104-18 à R104-20 du code de l'urbanisme. Le document d'urbanisme fera l'objet d'un avis de l'autorité environnementale.

L'évaluation environnementale tient lieu de dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle satisfait aux prescriptions de [l'article R 414-23](#) du code de l'environnement.

Les éléments à fournir par la personne publique responsable du document d'urbanisme lorsque celui-ci relève de l'examen au cas par cas sont décrits par les articles R104-28 à R104-33 du code de l'urbanisme.

Les informations et documentations complémentaires peuvent être consultées sur le site internet de la DREAL à l'adresse suivante : <http://www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr/evaluation-environnementale-r1406.html>

Documents soumis systématiquement à évaluation environnementale (annexe n° 3 guide pour examen systématique)

Cette sollicitation est effectuée après l'arrêt du projet de document d'urbanisme. La personne publique responsable de ce document sollicite l'autorité environnementale conjointement à la transmission aux Personnes Publiques Associées (PPA) pour avis.

L'autorité environnementale dispose alors d'un délai de trois mois pour rédiger son avis qui sera joint à l'enquête publique.

Document soumis à évaluation environnementale après examen au cas par cas
(annexe n° 4 guide examen au cas par cas)

L'autorité environnementale est sollicitée en amont de la procédure d'élaboration (ou de révision) du document d'urbanisme soit après le débat relatif aux orientations du PADD du PLU(i) soit à un stade précoce.

L'autorité environnementale se prononce par une décision motivée (arrêté préfectoral) sur la nécessité ou non de soumettre le document d'urbanisme à la procédure d'évaluation environnementale.

La personne publique responsable du document d'urbanisme transmet à l'autorité environnementale les informations nécessaires pour établir sa décision conformément à l'article R104-21 du code de l'urbanisme.

L'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est :
1/ Le préfet de département pour les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme ;
2/Le préfet de région pour les cartes communales.

L'autorité environnementale dispose alors d'un délai de deux mois à compter de la réception des informations pour rendre sa décision. **L'absence de décision au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.**

Voir annexe n° 5 (différences entre PLU(i) avec ou sans évaluation environnementale)

Préservation et mise en valeur des paysages et du patrimoine

Patrimoine bâti, culturel et architectural

En matière de protection du patrimoine bâti ou paysager, la commune peut solliciter différents partenaires comme l'Etat (STAP, DRAC, DREAL, les associations locales, le service régional de l'inventaire, les archives départementales, la base de données interactive CARMEN de la DREAL, ou encore faire appel à un prestataire extérieur spécialisé en patrimoine naturel et bâti, pour identifier les éléments remarquables patrimoniaux bâtis ou non bâtis à repérer au titre des articles L151-17 et suivants.

Les sites inscrits et classés au titre de la loi de 1930

La valeur patrimoniale des paysages exceptionnels et la protection des sites et des monuments naturels ont été instituées par la loi du 21 avril 1906 complétée par la loi du 2 mai 1930.

Cette législation s'intéresse aux monuments naturels et aux sites "dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général". L'objectif est de conserver les caractéristiques du site, l'esprit des lieux, et de les préserver de toutes atteintes graves.

Les **Sites Inscrits/Classés (SI/SC)** bénéficient d'une protection stricte à l'intérieur

du périmètre de protection.

Ils constituent une servitude d'utilité publique qui doit être annexée au PLU(i). Au sein de ce périmètre, toute modification de l'état ou de l'aspect du lieu doit faire l'objet :

- En site inscrit, d'une information auprès de l'administration quatre mois avant le début des travaux, en site classé ;
- D'une autorisation spéciale préfectorale ou ministérielle.

En DREAL, ces demandes d'autorisation sont instruites par l'inspecteur des sites.

Référence réglementaire : [articles L341-1 à L341-22](#) du code de l'environnement relatifs aux sites inscrits et classés.

L'identification et la valorisation des paysages dans les PLU(i)

Outre, les espaces faisant l'objet d'une protection réglementaire en matière de paysage (SI/SC), ou d'une reconnaissance pour ses qualités (paysages remarquables, sites emblématiques), il convient de prendre en compte tous les paysages du territoire communal ou intercommunal.

La convention européenne du paysage de 2000 (adoptée par la France en 2006), reconnaît en effet, que le paysage est "un élément important de la qualité de vie des populations : dans les milieux urbains et dans les campagnes, dans les territoires dégradés comme dans ceux de grande qualité, dans les espaces remarquables comme dans ceux du quotidien".

La maîtrise de l'évolution des paysages et la protection des éléments qui en font leurs richesses et leurs caractéristiques (haies, bosquets, ripisylves, arbres remarquables) garantissent un cadre de vie de qualité et permettent une valorisation économique, touristique et patrimoniale du territoire. Elle constitue également une garantie pour la biodiversité : en effet, des liens étroits existent entre TVB et la diversité des structures paysagères qu'il est très intéressant d'exploiter.

Les paysages doivent donc faire l'objet d'une attention particulière lors de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme. La protection, la valorisation, la restauration et la gestion des sites et des paysages sont inscrites dans les codes de l'urbanisme (L101-1, L101-2) et de l'environnement (L110-1).

Ainsi, l'article L110-1 du code de l'environnement stipule que

"les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation. (...) Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable".

Pour une prise en compte optimale des paysages dans le projet de PLU(i), le rapport de présentation doit donc identifier et qualifier :

- Les différentes unités paysagères du territoire concerné par le plan,
- Les éléments remarquables du paysage qui devront être pris en compte voire protégés dans le règlement (vergers, haies, bois, ...),
- Les typologies du bâti,
- Les entrées de ville.

Les projets de la commune ou de la structure intercommunale doivent donc être le

plus en adéquation avec la qualité des paysages du territoire. La lutte contre l'étalement urbain, facteur de banalisation des paysages et de la perte de surfaces agricoles et naturelles, doit être l'un des piliers de la politique urbaine des collectivités.

Prise en compte de la qualité architecturale et paysagère dans les PLU(i)

Le futur document d'urbanisme devra déterminer les conditions permettant la qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville, et la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine remarquable (article L101-2 du code de l'urbanisme).

Selon l'article L101-2 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme intercommunal doit respecter trois principes, à savoir :

- Principe d'équilibre entre espaces urbains et espaces naturels avec notamment la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquable,
- Principe de diversité des fonctions urbaines et rurales et de mixité sociale dans l'habitat,
- Principe de respect de l'environnement.

Ainsi le projet d'aménagement et de développement durable permettra de définir les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme retenues en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et environnementale. Dans ce cadre, la commune précisera dans les OAP (article 151-7 du code de l'urbanisme) :

- Les actions ou opérations d'aménagement nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
- Les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logement et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale ;
- L'organisation des transports, de la circulation et du stationnement
- Les entrées de ville et le patrimoine.

Le code de l'urbanisme permet de mettre en œuvre la protection du patrimoine architectural et paysager dans le cadre d'un PLU(i). Ainsi, au regard de l'article L151-19, le règlement peut contenir des dispositions en vue de :

- "déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale et à l'insertion harmonieuse des constructions dans le milieu environnant."
- "localiser dans les zone urbaines, les terrains cultivés à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent."
- **sauvegarder d'une façon souple et adaptée les éléments du patrimoine que la commune souhaite conserver** (lavoirs, maisons de maître, arbres isolés, talus plantés, etc.).

Le fait de désigner aux documents graphiques du PLU(i) ces éléments de patrimoine et de paysage donne une portée juridique à la protection en soumettant à une déclaration préalable toute modification ou démolition non soumise à un régime spécifique d'autorisation.

Le conseil communautaire peut également prendre plusieurs dispositions visant la protection du patrimoine et les retranscrire dans le plan local d'urbanisme intercommunal :

- L'organe délibérant peut définir un périmètre (tout ou partie de son territoire) où le permis de démolir est obligatoire avant tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction (article R421-27 du code de l'urbanisme) ;
- Le conseil communautaire peut définir, après avis de l'architecte des bâtiments de France, un périmètre où les dispositifs de production ou de diminution de la consommation d'énergie peuvent être interdits, pour la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales ou urbaines (article L111-17 et suivants du code de l'urbanisme).

Sites archéologiques

La **Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine (DRAC)** - service régional de l'Archéologie - veille à l'application de la législation sur l'archéologie rassemblée dans le livre V du code du patrimoine. L'archéologie vise à étudier les traces matérielles laissées par les sociétés passées. En tant que telle, elle n'a pas de limite chronologique et peut s'intéresser à des vestiges en élévation.

Pour rappel, l'article R111-4 du code de l'urbanisme permet le refus ou l'acceptation sous réserve de prescriptions spéciales par le maire de l'autorisation d'urbanisme, lorsque le projet est de nature à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Modalités de consultation du service régional de l'archéologie

Les modes de saisine de la DRAC (service régional de l'archéologie) sont régis par les articles R523-9 à R523-14 du code du patrimoine.

Les demandes de permis d'aménager de plus de trois hectares, de création de zone d'aménagement concerté de plus de trois hectares, d'aménagements soumis à étude d'impact, de travaux de plus de 10 000 m² visés à l'article R523-5 du code du patrimoine doivent systématiquement être transmises pour avis au préfet de région (DRAC).

Les demandes de permis de construire, de permis de démolir, de lotissements et de zone d'aménagement concerté de moins de trois hectares, d'autorisation d'installation et de travaux divers ainsi que les demandes de travaux visés aux 1° et 4° de l'article R523-5 du code du patrimoine doivent être transmises pour avis au préfet de région en fonction des zonages et des seuils définis dans l'arrêté préfectoral n° 242 en date du 4 juillet 2003.

L'article L425-11 du code de l'urbanisme précise que "lorsque la réalisation d'opérations d'archéologie préventive a été prescrite, les travaux ne peuvent être entrepris avant l'achèvement de ces opérations".

Autres dispositions législatives et réglementaires

En application de l'article L531-14 du code du patrimoine, réglementant en particulier les découvertes fortuites, toute découverte de quelque sorte qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement à la DRAC Direction Régionale des Affaires Culturelles Lorraine (DRAC) – service régional de l'archéologie – 6 place de Chambre – 57 045 METZ CEDEX 1), soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie ou de la préfecture. Les vestiges découverts ne

doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'Etat et tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-3-1 du code pénal.

Les travaux qui affectent le sous-sol sont susceptibles de donner lieu à la perception d'une redevance conformément aux articles L524-1 à L524-16 du code du patrimoine et de l'article L332-6 du code de l'urbanisme.

Carte archéologique nationale

La carte archéologique nationale rassemble et ordonne les données archéologiques disponibles sur votre commune. Elle peut être consultée à la DRAC (service régional de l'archéologie).

Veuillez trouver dans "les données intercommunales" un arrêté de zonage archéologique relatif aux communes de votre EPCI.

Réglementation relative à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes

Les règles relatives à la publicité et aux enseignes sont fixées par le code de l'environnement. Elles visent à permettre la liberté d'affichage tout en assurant la protection du cadre de vie et des paysages. Le but de la réglementation nationale est de faire respecter notamment les dimensions, les hauteurs et les emplacements des dispositifs publicitaires dans les agglomérations où la publicité est admise. La publicité est interdite hors agglomération sauf pour les pré-enseignes dérogatoires. Les articles L581-4 et L581-8 du code de l'environnement précisent que toute publicité est interdite sur les immeubles classés ou inscrits, dans les secteurs sauvegardés, à moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits, dans les **Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP)** et **Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)** et dans les sites classés et inscrits.

Les élus locaux ont la possibilité d'adapter la réglementation nationale au contexte local par l'instauration d'un règlement local de publicité. Le maire peut ainsi prendre l'initiative de la création d'un règlement local de publicité pour établir des règles plus restrictives que la réglementation nationale (densité, taille) et protéger certains secteurs où la publicité est très prégnante (entrées de ville, centres historiques).

La procédure d'élaboration d'un règlement local de publicité est profondément modifiée depuis la loi du 12 juillet 2010 dite "Grenelle 2" :

- Le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des PLU(i),
- Le règlement local de publicité sera donc soumis à enquête publique,
- Le PLU(i) et le règlement local de publicité peuvent faire l'objet d'une procédure unique et d'une même enquête publique.

Le règlement local de publicité, une fois approuvé, sera annexé au plan local d'urbanisme intercommunal.

Prise en compte du volet agricole et forestier

Consommation des espaces agricoles

6.1.1 Préambule

La loi Grenelle préconise de gérer le sol de manière économe (articles L101 et suivants du code de l'urbanisme, modifié par la loi n°2009-967 du 3 août 2009) et par conséquent de limiter la consommation des sols agricoles. Cette loi est complétée par la loi de MAP du 27 juillet 2010 qui a pour objectif de réduire le rythme de consommation d'espaces agricoles de 50 % d'ici 2020.

La lutte contre la consommation excessive des espaces naturels et agricoles est un enjeu qui est identifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE). La loi MAP du 27 juillet 2010 s'attache à réduire la consommation des espaces agricoles et la loi ALUR réaffirme la nécessité et le renforcement du dispositif législatif. Elle vise particulièrement à limiter le mitage des espaces naturels agricoles et forestiers mais aussi l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones des documents d'urbanisme. Trois mesures y contribuent : l'identification des potentialités de densification des zones déjà urbanisées, le contrôle renforcé de l'ouverture à l'urbanisation des zones "2 AU" de plus de neuf ans et l'extension du champ d'intervention de la **Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)**.

6.1.2 Modalités de saisie de la CDPENAF (ex Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA))

La Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) issue de la loi MAP et de la **loi 2014-1170 du 13 octobre 2014** d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, remplace la CDCEA. Le décret n° 2015-644 du 9 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en métropole, en définit la composition.

L'article L112-1-1 du code rural et de la pêche maritime prévoit que cette commission peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole. Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. Elle peut demander à être consultée sur tout autre projet ou document d'aménagement ou d'urbanisme, à l'exception des projets de plans locaux d'urbanisme concernant des communes comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après la promulgation de la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

- En conséquence, les projets de PLU(i) des communes situées sur le territoire du SCoT Nord 54 approuvé le 11 juin 2015 ne sont pas soumis à l'avis de la CDPENAF.
- Concernant les communes du territoire du SCoT Sud 54 approuvé avant la promulgation de la loi, la CDPENAF (ex CDCEA) en Meurthe-et-Moselle a décidé de « s'autosaisir » de l'ensemble des projets de plans locaux d'urbanisme du SCoT Sud.
- Par ailleurs, la CDPENAF doit être saisie dans le cadre de projets de PLU(i) pour les cas suivants (extension du champ d'examen de la CDPENAF issue de la loi ALUR):

<p>Article L151-8 du code de l'urbanisme</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La CDPENAF émet un avis sur la délimitation des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) au sein des zones A et N. <p>Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois à compter de la saisine.</p> <p>NB : il convient de noter que la loi ALUR confère un caractère exceptionnel à ce type de secteur.</p> <p>L151-13 le règlement peut "à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des STECAL dans lesquels peuvent être autorisés des constructions, des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, des résidences démontables constituant l'habitat permanent des utilisations.</p> <p>Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives à l'hygiène et la sécurité auxquelles les constructions, les résidences mobiles doivent satisfaire".</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les zones agricoles ou naturelles, le règlement peut désigner les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination. <p>La CDPENAF émet un avis conforme sur le changement de destination des bâtiments en zone agricole.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les zones agricoles ou naturelles, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.
---	--

La CDPENAF en Meurthe-et-Moselle a été créée par arrêté préfectoral du 15 octobre 2015. La DDT 54 en assure le secrétariat pour le compte du Préfet. La saisine de cette commission se fera par un courrier de transmission, adressé au secrétariat de la CDPENAF, accompagné d'un dossier spécifique (une version numérique et une version papier) à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle
Service Agriculture Forêt Chasse
CO n°60 025
54 035 NANCY Cedex
mail : ddt-afc@meurthe-et-moselle.gouv.fr

À compter de la réception du dossier, la CDPENAF dispose d'un délai de trois mois pour émettre un avis. L'avis est réputé favorable au-delà de ce délai. L'avis de la CDPENAF constitue une des pièces réglementaires à joindre à l'enquête publique.

6.1.3 Saisine de la chambre départementale de l'agriculture :

Conformément à l'article R151-26 du code de l'urbanisme, si votre PLU(i) prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers, il ne peut être approuvé qu'après avis

de la chambre départementale de l'agriculture lorsque celle-ci est compétente. L'avis de la CDPENAF prévu à l'article L151-13 sur la délimitation des secteurs dans les zones naturelles, agricoles ou forestières est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois à compter de la saisine.

L'avis de cet organisme est également nécessaire en cas de révision ou de mise en compatibilité de votre document d'urbanisme.

Vous trouverez ci-après l'adresse de la chambre départementale de l'agriculture auprès de laquelle vous pourrez adresser vos demandes d'avis :

Chambre Départementale de l'Agriculture de Meurthe-et-Moselle
5 rue de la Vologne
54520 LAXOU

Appellation d'origine contrôlée – zone géographique protégée

Lorsqu'un projet ou un document d'aménagement ou d'urbanisme a pour conséquence une réduction de surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine, le directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité ou son représentant participe, avec voix délibérative, à la réunion de la commission au cours de laquelle ce projet ou ce document est examiné.

Lorsqu'un projet d'élaboration, de modification ou de révision d'un PLU(i), d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale a pour conséquence, dans des conditions définies par décret, **une réduction substantielle des surfaces** affectées à des productions bénéficiant **d'une appellation d'origine protégée** ou une atteinte substantielle aux conditions de production de l'appellation, **l'autorité compétente de l'Etat saisit la commission du projet. Celui-ci ne peut être adopté qu'après avis conforme de cette commission.**

Lorsque le représentant de l'Etat n'a pas considéré comme substantielle la réduction des surfaces agricoles concernant des terres à vignes classées en appellation d'origine contrôlée ou l'atteinte aux conditions de production mais que la commission a néanmoins rendu un avis défavorable, l'autorité administrative compétente qui approuve le projet est tenu de faire connaître les motifs pour lesquels elle décide de ne pas suivre cet avis dans l'acte d'approbation.

• Article L112-1-1 du code rural et de la pêche maritime modifié par la loi [n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - art. 25](#)

Forêt

L'**Office National des Forêts (ONF)** souhaite que les forêts soumises au régime forestier soient classées au plan local d'urbanisme (i) en zone N (zone naturelle à protéger).

La DDT et l'ONF recommandent (conformément au SCoT concerné) que le plan local d'urbanisme (i) de l'EPCI comporte une interdiction de toute construction à moins de 30 mètres de la forêt, afin de contribuer à la sécurité des personnes et des biens.

Conformément à l'article R123-17 modifié par décret n°2013-142 du 14 février 2013 du code rural et de la pêche maritime, le plan local d'urbanisme (i) ne peut le cas échéant être approuvé qu'après avis du centre national de la propriété forestière lorsqu'il prévoit une réduction des espaces forestiers. Il en va de même en cas de révision. Cet avis est rendu dans un délai de 2 mois à compter de la saisine. En

l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable. L'avis de cet organisme est également nécessaire en cas de révision ou de mise en compatibilité de votre document d'urbanisme.

Si votre EPCI envisage des classements autres que zone "naturelle" pour les zones forestières, il est préférable de prendre contact avec la DDT (service Agriculture, Forêt, Chasse - unité forêt-chasse).

Vous trouverez ci-après l'adresse du **Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)** auprès duquel vous pourrez adresser vos demandes d'avis :

CRPF Lorraine-Alsace
41 Avenue du Général de Gaulle
57 050 Le Ban Saint Martin

Lutte contre l'étalement urbain

Préambule

L'article L101-1 du code de l'urbanisme, modifié par la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (article 8), définit le cadre général dans lequel les collectivités locales agissent sur le cadre de vie.

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de GES, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement.

Dans ce cadre, il serait souhaitable que votre EPCI ne développe pas des zones d'habitat éloignées des services et infrastructures de transport. L'étalement urbain (coûteux pour tous à moyen et long terme) sera à maîtriser.

Contexte législatif et réglementaire

La lutte contre l'étalement urbain, facteur de banalisation des paysages et de pertes de surfaces agricoles et naturelles, doit être l'un des piliers de la politique urbaine des collectivités. C'est pourquoi devront être privilégiées les opérations de renouvellement urbain et d'utilisation économe de l'espace dans un souci d'urbanisme durable.

	<p>La lutte contre l'étalement urbain et la consommation excessive d'espace est un enjeu que de la loi Grenelle ENE du 12 juillet 2010.</p> <p>L'article L101-2 du code de l'urbanisme dispose que :</p> <p>"les plans locaux d'urbanisme (i) déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :</p> <p>1° L'équilibre entre :</p> <p>a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;</p> <p>b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;</p> <p>c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables."</p> <p>En application de celui-ci, il conviendra d'effectuer une analyse de la consommation d'espace et de fixer des objectifs de modération et de lutte contre l'étalement urbain sur les bans communaux :</p>
--	--

Les articles **L151-1 à L151-8** du code de l'urbanisme prévoient ainsi que :

L151-4 Le rapport de présentation (...)

Il analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

L151-4 :

Le PADD (...)

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme.

Études

L'étude « aménagement durable et étalement urbain réalisée » en DREAL en 2009 apporte des éléments de discours sur cette thématique. Des enjeux spécifiques y sont dégagés sur trois types de territoires.

- La ville réseau,
- La ville dispersée,
- La campagne ressource.

			La ville réseau
			La ville dispersée
			La campagne ressource
	2 types d'interface entre les territoires		
	Les zones de protection paysagères		

Illustration : Extrait de l'étude étalement urbain et aménagement durable. DREAL Lorraine 2009 / Marc Verdier & Eolis

Des fiches synthétiques ont été construites au cours de l'étude. Elles définissent des risques et potentiels et donnent quelques pistes de réflexion et des références pour ces types de territoires. Elles sont disponibles en téléchargement à l'adresse intranet suivante :

www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=1545

Évolution de la consommation des espaces naturels et agricoles due à l'habitat

	Ressources disponibles : Données MAJIC 2 et INSEE Une fiche récapitulative de l'évolution de la consommation d'espaces naturels et agricoles mise en perspective avec l'évaluation démographique de la commune est jointe dans les données communales.
--	--

Mixité sociale, diversité et qualité de l'habitat

Habitat

8.1.1 Dispositions générales

L'accès au logement est une des priorités des politiques publiques actuelles. L'élaboration du PLU(i) sera l'occasion de détailler les besoins spécifiques de la commune, et de mettre au point des zonages et un règlement garantissant les possibilités de construction nécessaires.

La politique du logement vise à assurer à chacun un logement décent qui corresponde à ses besoins et à ses capacités financières. L'État a, dès 1990, avec **la loi pour le logement des personnes défavorisées du 31 mai 1990** mis en place un dispositif législatif (plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées) posant un certain nombre de principes visant à assurer à tous les habitants des conditions de vie et d'habitat décentes.

La politique de l'habitat vise à favoriser la cohésion sociale et urbaine, pour éviter et atténuer les phénomènes de ségrégation et d'exclusion et garantir à long terme les équilibres fondamentaux de vie et d'habitat. La production de logements sociaux doit s'accompagner d'une répartition équilibrée au sein de la commune.

La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains comporte un volet habitat qui s'inscrit dans la volonté affichée du législateur de promouvoir une "mixité sociale" et consacrer un "droit au logement" pour tous. Par ailleurs, plusieurs lois récentes sont venues apporter des compléments au code de l'urbanisme pour favoriser la prise en compte de cette problématique. La reconquête d'une qualité de vie dans les villes, autre ambition de la loi, implique le renforcement des moyens de lutte contre les logements insalubres ou dangereux. Dans ce but, les procédures sont améliorées, la réalisation des travaux est facilitée et le relogement des occupants garanti.

Il convient de rappeler qu'en application de l'article L101-2 du code de l'urbanisme, les PLU(i) doivent déterminer les conditions permettant d'assurer la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat.

Suite aux lois n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et du 12 juillet 2010 n° 2010-788 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE), l'amélioration de l'habitat existant passe également par la lutte contre la précarité énergétique.

Sur ce point, le PLU(i) devra prendre en compte l'existence éventuelle d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou les projets s'inscrivant dans le "programme habiter mieux". Ce programme destiné à favoriser les travaux d'amélioration des performances thermiques des logements des propriétaires occupants modestes est mis en œuvre avec l'**Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)**.

L'État s'est fixé depuis 2013 comme objectif la production de 500 000 logements par an dont 150 000 logements sociaux. Cet objectif ambitieux sera décliné au niveau local et s'articulera avec la lutte contre l'étalement urbain, qui est un des objectifs du PLU(i). Au-delà du développement de l'offre de logement, un autre axe prioritaire réside dans l'amélioration de l'habitat existant par la résorption des poches d'habitat indigne ou dégradé.

Avec la loi **ALUR du 26 mars 2014**, le gouvernement a souhaité mettre en place les conditions d'un urbanisme qui réponde encore davantage aux besoins des habitants, tant en termes de logements, d'accès aux emplois et aux services, de qualité du cadre de vie et de préservation de l'environnement. Cette loi contient des mesures en matière d'urbanisme visant à accroître l'effort de construction de logements, tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain.

8.1.2 Le PLH

Si votre commune est concernée par un PLH, le PLU(i) doit être compatible avec celui-ci. Le PLH est un document stratégique de planification en matière d'habitat élaboré généralement par une structure intercommunale pour une durée de six ans. Le PLH est un outil de programmation qui doit indiquer les moyens, notamment fonciers, qui seront mis en œuvre par les communes pour parvenir aux objectifs fixes en matière de logement, afin de favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale.

8.1.3 Prise en compte de la problématique du logement dans le PLU(i)

Le rapport de présentation devra établir un diagnostic du territoire sur la problématique du logement. Il doit contenir une analyse spécifique relative au marché du logement, un état des lieux synthétique du parc social (localisation, état du parc, occupation, rotation...) et une vision prospective des besoins en logements au regard des caractéristiques du parc de logements et de la structure des ménages (dessalement, vieillissement de la population) afin que le PLU(i) puisse répondre à la problématique locale du logement.

Le PADD pourra fixer des orientations en matière d'habitat ayant trait aux besoins quantitatifs en logements, aux parcours résidentiels, à la mixité sociale, à la diversité des types de logements et à l'accueil des publics spécifiques (jeunes, personnes âgées, handicapées...).

Conformément à l'article L151-6 et suivants modifié par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 – article 137 dispose que le PLU(i) peut fixer des orientations d'aménagement par secteur. Les plans d'aménagement notamment des secteurs d'habitat social peuvent prévoir la composition des espaces publics, l'organisation de la voirie, l'implantation d'un équipement collectif, la préservation des espaces verts...

Par ailleurs, le règlement peut :

- délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe ;
- délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Enfin, pour atteindre les objectifs en nombre de logements prévus dans le cadre du SCoT Sud, le PLU(i) devra veiller à respecter les densités moyennes minimales en extension ou en renouvellement urbain prévues dans les différentes polarités.

Accueil des gens du voyage

En matière de gens du voyage, la politique d'accueil est définie par la loi du 5 juillet 2000 qui a instauré le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage. Celui de la Meurthe-et-Moselle a été approuvé le 16 mars 2012 pour une durée de six ans. Bien que ce schéma vise les communes de plus de 5 000 habitants, il convient de rappeler que le PLU(i) ne peut pas interdire dans toutes les zones le stationnement de caravanes.

La loi ALUR du 26 mars 2014 a également apporté des précisions concernant l'habitat des gens du voyage en mentionnant dans l'article L101-2 du code de l'urbanisme modifié que les documents d'urbanisme (SCoT, PLU(i), cartes communales) doivent prendre en compte la "diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins et futurs de l'ensemble des modes de l'habitat". Ainsi le schéma départemental des gens du voyage ne peut être ignoré par les PLU(i).

Elle a également modifié les articles L151-14 et suivants du code de l'urbanisme qui précise qu'à titre exceptionnel, les pouvoirs publics pourront "délimiter" dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des **Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL)** dans lesquels peuvent être autorisés, des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

Mobilité

Mobilité et transports

9.1.1 Dispositions générales

La mobilité concerne à la fois la maîtrise des déplacements, l'utilisation économe de l'énergie, la limitation des nuisances sonores, la réduction des Gaz à Effet de Serre (GES), l'aménagement équilibré des territoires, l'amélioration du cadre de vie des habitants, la garantie de la mobilité des personnes, le développement économique (transports de marchandises) et la sécurité publique.

Plusieurs lois (LOTI, LOADT, LAURE, "Voynet", SRU et Grenelle 1) ont renforcé la mise en cohérence entre le développement urbain d'une part et les politiques de

transports et de déplacements aux différentes échelles du territoire.

La loi Grenelle 2 renforce encore la prise en compte des questions de mobilité durable des habitants et d'accessibilité des territoires en visant la "diminution des obligations de déplacements et le développement des transports collectifs" afin de réduire les émissions de GES (article L101-2 du code de l'urbanisme). Dans ce cadre, il est du plus grand intérêt que les communes ne développent pas des zones d'habitat éloignées des services des transports.

Ainsi, le PLU(i) devra prévoir la densification des secteurs desservis par les transports en commun ou proches des services et des équipements collectifs. La densification de ces secteurs accompagnée d'une organisation de l'urbanisme et des formes urbaines mieux adaptées à la desserte par les transports collectifs et les modes doux, permet d'en améliorer l'accessibilité intermodale et répond au double objectif de réduire les émissions de GES et de lutte contre la consommation de l'espace. En corollaire, cette organisation urbaine permet également d'assurer une meilleure utilisation des transports collectifs et ainsi, d'augmenter leur fréquentation et de garantir leur pérennité.

La loi de **Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM)** du 28 janvier 2014 redistribue les compétences dévolues aux collectivités territoriales en matière de transport. La région (en qualité de chef de file) est notamment chargé d'organiser les modalités d'action commune des collectivités territoriales pour l'intermodalité et la complémentarité entre les modes de transports.

Le PLU(i) doit être compatible avec les orientations du SCoT en matière de développement et de mobilité durable et avec le Plan de Déplacement Urbain (PDU) s'il existe. La commune veillera à diminuer les obligations de déplacements en limitant l'étalement urbain et en privilégiant le développement des secteurs proches des réseaux de transport en commun et/ou des équipements de la commune. Elle étudiera les possibilités de liaisons "douces" entre ses différents quartiers et pôles d'équipements.

9.1.2 de nouvelles dispositions pour le règlement suite à la loi ALUR

Les documents d'urbanisme devront intégrer un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités (l'article L151-47 du code de l'urbanisme modifié par la loi [n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 137](#)).

La desserte par les transports collectifs permet de fixer une obligation maximale pour le stationnement des véhicules motorisés à réaliser lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que l'habitation et ainsi réduire la place de la voiture en ville, limiter la consommation foncière et inciter au report modal.

Par ailleurs, dans le cas d'un projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) tenant lieu de PDU, le règlement peut délimiter des secteurs qui, au regard des conditions de desserte en transports publics, peuvent déroger aux obligations minimales de stationnement. Il fixe dans ces secteurs les dispositions maximales de stationnement pour les immeubles destinés à un usage autre que l'habitation.

10. Développement économique et aménagement commercial

10.1. Développement économique

10.1.1 Préambule

Face à la surenchère en matière de foncier d'activité trop souvent constatée dans les dernières décennies, il est bon de rappeler que l'offre foncière à vocation d'activité est une condition nécessaire mais pas suffisante pour assurer le développement durable d'un territoire. Ainsi, le développement économique durable et équilibré d'un territoire s'inscrit en premier lieu dans une démarche raisonnée visant à améliorer son attractivité à l'égard des populations et des acteurs économiques. Une stratégie foncière en matière d'accueil des activités se fonde sur des perspectives économiques réalistes et des besoins spécifiques à chaque situation territoriale. L'objectif du Grenelle de l'environnement de limiter la consommation foncière se traduit ici par impératif d'optimisation du foncier activité en favorisant des implantations dans le tissu urbain, en réutilisant les friches et en requalifiant les zones d'activités existantes.

10.1.2 Une approche intercommunale

La nécessité d'une approche intercommunale sur les équipements, commerces, activités et services est affirmée par les SCoT. Des orientations et recommandations y sont déclinées pour améliorer l'accueil des différentes activités au sein d'une même zone d'activités. Des sous secteurs dédiés aux activités peuvent être délimités dans les PLU(i) avec des règlements d'urbanisme adaptés, notamment en matière de trame viaire, de desserte et de sécurité des accès de stationnement et de végétalisation des espaces extérieurs permettant de prendre en compte les spécificités de celles-ci. Le contenu relatif aux OAP complètera la réflexion sur la desserte en transports collectifs, l'accessibilité et les cheminements doux et sur les transitions avec les espaces urbains voisins.

Les SCoT ont également pour objectif de privilégier l'implantation des activités économiques et artisanales en s'intégrant dans le tissu urbain, ce qui répond aux exigences de mixité urbaine, de proximité et d'animation de la vie urbaine.

10.2. Aménagement commercial

10.2.1 Préambule

Les dernières années ont été essentiellement marquées par un urbanisme commercial situé majoritairement en périphérie des villes le long des principaux axes de communication. Lié au développement de l'usage de l'automobile et au développement périurbain, ce phénomène a souvent eu pour conséquence une fragilisation de la fonction commerciale des centres et une banalisation des entrées de villes.

10.2.2 Localisation raisonnée des commerces

Les SCoT affichent une volonté de respecter, ou de rétablir, les équilibres urbains et territoriaux en affirmant le caractère de service urbain du commerce. Cette volonté se décline par un ensemble d'objectifs permettant notamment une localisation raisonnée des commerces en lien avec leurs fonctions et aires d'influence, ainsi qu'une amélioration de la qualité urbaine des implantations commerciales.

En s'appuyant sur les nouvelles dispositions de la loi ALUR en matière de commerce, la mutualisation des aires de stationnement, afin de diminuer l'artificialisation des sols et d'optimiser le foncier d'activité, est au cœur des préoccupations.

Le rôle des SCoT comme document pivot de l'aménagement commercial est conforté par la loi ALUR. **Le Document d'Aménagement Commercial (DAC)** est supprimé, au bénéfice du document d'orientation et d'objectifs, qui précise les orientations relatives à l'équipement commercial et artisanal. Il définit dès lors les

localisations préférentielles des commerces en prenant en compte les objectifs de revitalisation des centres-ville, de maintien d'une offre commerciale diversifiée de proximité, afin de répondre aux besoins courants de la population tout en limitant les obligations de déplacement et les émissions de gaz à effet de serre. "Ainsi, ces conditions d'implantation devront privilégier la consommation économe de l'espace et la compacité des formes bâties, par l'utilisation prioritaire des surfaces commerciales vacantes et l'optimisation des surfaces dédiées au stationnement".

Pour atteindre ces objectifs, le règlement peut identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif.

10.3. Un nouvel encadrement du stationnement commercial

L'article L111-22 du code de l'urbanisme entend redéfinir la place de la voiture dans les équipements commerciaux. Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2016, les surfaces de stationnement dédiées à une installation commerciale soumise à autorisation d'exploitation seront limitées à un maximum de 75 % de la surface de plancher dédiée au commerce (contre 150 % actuellement), dans un objectif de limitation de l'artificialisation des sols. Le PLU(i) peut toutefois, dans son règlement, moduler ce ratio de la surface autorisée au stationnement et le porte au maximum à 100 %.

11. Technologie de l'information et de la communication

Notre société évolue rapidement vers une information tout numérique, la question de l'accès aux réseaux de communications électroniques dans des conditions satisfaisantes constitue désormais un facteur fort d'attractivité des territoires.

Après l'introduction de l'[ADSL](#), nous sommes passés d'une logique binaire – présence ou non de haut débit – à une palette plus large associant des critères de performance (débit principalement) et de diversité des offres accessibles (services proposés, prix). Deux mouvements se développent : le déploiement de réseaux à très haut débit avec la fibre optique jusqu'à l'abonné (http://www.ant.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=18) d'une part et l'accès haut débit sans fil omniprésent (réseaux radio 3G et 4G ; [Wi-fi](#) et [WiMAX](#) d'autre part. Ils vont accentuer cette diversité de critères, et, par voie de conséquence, la diversité des situations territoriales. De plus en plus, cette situation appelle la mise en place de stratégies numériques territoriales diversifiées, adaptées non seulement à la situation numérique locale, mais également au territoire et à ses enjeux plus globaux, en adéquation avec une stratégie globale de développement territorial. L'aménagement numérique des territoires se heurte à une énorme difficulté : c'est dans les zones les moins denses que les réseaux coûtent le plus cher et rapportent le moins. A contrario, ce sont donc les zones les plus urbanisées qui bénéficient les premières des innovations technologiques et des meilleures offres commerciales et pourraient rester les seules pour certaines technologies.

Seul 50 % des foyers disposent d'une connexion haut débit. Seuls 2 millions de logements sont éligibles à la fibre optique jusqu'à l'abonné et on compte un peu plus de 250 000 foyers abonnés. La grande majorité des entreprises n'ont pas accès à des services très haut débit et doit se contenter du même niveau d'offres que les particuliers.

Afin que l'essor numérique constitue un progrès économique, social et environnemental pour l'ensemble des Français et des territoires : la feuille de route pour le numérique du 28 février 2013 s'articule autour de 3 axes :

- Faire du numérique une chance pour la jeunesse,
- Renforcer la compétitivité de nos entreprises grâce au numérique,
- Promouvoir nos valeurs dans la société et l'économie.

18 mesures sont déclinées. La mesure n°9 concerne l'aménagement du territoire a : le très haut débit pour tous dans 10 ans (avec un point d'étape avec près de la moitié de la population et des entreprises pouvant bénéficier du très haut débit dès 2017).

Sur la feuille de route du gouvernement sur le numérique :

<http://www.economie.gouv.fr/feuille-de-route-pour-le-numerique>

En savoir plus : fiche "zone blanches et zones grises"

	La DREAL Lorraine a réalisé en 2008 une cartographie des zones blanches et grises ADSL en Lorraine uniquement. L'outil de visualisation est à la disposition de toutes les collectivités (Cf partie "données communales")
--	---

En savoir plus : fiche "les enjeux de l'intervention publique"

Source : CETE de l'ouest

http://www.ant.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=1

http://www.ant.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=21

	Conformément à la loi Grenelle 2, cette dimension nouvelle doit être abordée dans les SCoT, les PLU (i).
L'article L101-1 du code de l'urbanisme "Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme (i) [...]déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable [...] en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée [...]de développement des communications électroniques, [...]".	

III - INFRASTRUCTURES À PRENDRE EN COMPTE

Infrastructures existantes

Préambule

D'une manière générale, il conviendrait d'autoriser dans toutes les zones du plan local d'urbanisme intercommunal les infrastructures ainsi que les constructions nécessaires à leur réalisation, leur entretien et leur exploitation.

Pour mémoire, la protection « espace boisé classé », par exemple, interdit la

réalisation d'infrastructure ou de construction dans les secteurs qu'elle protège.

Accès :

- **définitions**

Le terme voie est utilisé pour désigner des ouvrages destinés à desservir des unités foncières distinctes (existants ou à créer) et dont la vocation est d'être ouverts à la circulation publique.

- Le terme accès est utilisé pour désigner :

- les ouvrages permettant de franchir l'alignement,
- les ouvrages matérialisant les servitudes de passage,
- les ouvrages permettant depuis la voie publique de rejoindre les parcelles, les bâtiments ou les aires de stationnement communes projetés dans les opérations complexes (permis groupés, lotissement) n'ayant pas pour vocation d'être ouverts à la circulation publique ni d'être ultérieurement classés dans la voirie publique.

Dimension minimale des accès :

- La dimension minimale des accès à retenir est :

- pour une maison unifamiliale un chemin de 3,50 mètres de large est suffisant. Toutefois, ceci suppose que ledit accès ne pourra être utilisé que pour desservir cette seule construction ;
- pour deux maisons ou plus ou pour un bâtiment comportant plus de un logement (à fortiori pour des bâtiments artisanaux, industriels, commerciaux, de services... etc) la largeur de l'accès doit être de 5 mètres minimum, afin de permettre à deux véhicules de se croiser.

Les accès sont dimensionnés de manière à permettre aux véhicules de se croiser et d'éviter une attente ou des manœuvres sur la voie publique.

Dimension minimale des voies :

- Les voies de circulation à double sens devront être dimensionnées de façon cohérente avec l'usage qu'il en sera fait. Pour la desserte locale par exemple, une largeur des voies de 5 mètres est suffisante.
- La dimension des voies devra prendre en compte la sécurité et la continuité des cheminements piétons et vélos.

La notion d'écomobilité ou de mobilité durable est une notion récente, apparue après les crises de l'énergie et de la biodiversité. Elle regroupe la conception, la mise en place et la gestion de modes de transport jugés plus propres à l'égard de l'environnement pour amoindrir les émissions de gaz à effet de serre. L'écomobilité est le plus souvent pratiquée en milieu urbain.

Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Présentation du dispositif réglementaire

Le principe de la démarche se résume aux deux étapes suivantes :

sous l'autorité du préfet, les infrastructures de transports terrestres (routes et voies ferrées) sont recensées et classées en fonction de leur niveau sonore, et les secteurs affectés par le bruit de part et d'autre des voiries classées sont reportés dans les documents d'urbanisme ;

lorsqu'une construction est prévue dans un secteur affecté par le bruit reporté au PLU(i), le constructeur doit respecter un niveau d'isolement acoustique de façade

apte à assurer un confort d'occupation des locaux suffisant.

Pour en savoir plus, consulter le **Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB)** :

<http://www.bruit.fr/tout-sur-les-bruits/transports/trafic-routier/habitation-nouvelle/classement-des-voies-bruyantes.html>

Infrastructures routières

Si votre EPCI est concerné par les **Routes à Grande Circulation (RGC)** au sens du L110-3 du code de la route, ces dernières doivent conserver leur capacité à assurer la continuité des itinéraires principaux, et notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et transports militaires, la desserte économique du territoire.

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation (**Article L111-6**).

Cette interdiction s'applique également dans une bande de 75 mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19.

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article **L111-6** lorsqu'il **comporte une étude** justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages (Article L111-8).

Il peut être dérogé aux dispositions de l'**article L111-6** avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue à l'**article L. 111-6**, pour des motifs tenant à l'intérêt, pour la commune, de l'installation ou la construction projetée (Article L111-10).

Les propriétés riveraines des autoroutes n'ont pas d'accès direct à celles-ci (L122-2 du code de la voirie).

Les propriétés riveraines des autoroutes ne jouissent du droit de déverser les eaux d'égout des toitures sur les autoroutes et du droit d'y déverser les eaux ménagères que sous forme de permissions de voirie [...] (R*122-3 du code de la voirie).

A l'exception des installations nécessaires à l'exploitation de l'autoroute, [...] aucune autorisation ne peut être accordée pour la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales de quelque nature que ce soit. Des dérogations [...] (R*122-5 du code de la voirie)

En agglomération, la publicité et les enseignes publicitaires et préenseignes visibles d'une autoroute ou d'une route express sont interdites, de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée. [...] Hors agglomération, la publicité et les enseignes publicitaires et préenseignes visibles d'une autoroute ou d'une route express sont interdites de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 200 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée. [...] (R418-7 du code de la route)

Vous trouverez dans la partie "données intercommunales" une étude concernant notamment les caractéristiques ainsi que les statistiques d'accidentologie de l'EPCI. (voir partie "données intercommunales")

Infrastructures ferrées

Si le territoire de votre EPCI est traversé par une ligne ferroviaire, la SNCF souhaiterait être invitée aux réunions au cours desquelles seront débattues des questions touchant au domaine ferroviaire.

Aucun projet d'intérêt général au sens du décret n° 83 811 du 9 septembre 1983 et aucune réserve "service public" n'est à instaurer au profit de réseau ferroviaire de France ou de la SNCF.

Afin de s'insérer au mieux dans l'environnement, la SNCF ne souhaite pas l'institution d'une zone ferroviaire spécifique pour toutes ses emprises et propose le classement de ses terrains dans des zones banalisées correspondant aux secteurs avoisinants. La suppression de la zone ferroviaire dans les documents d'urbanisme est confirmée par l'instruction ministérielle du 15 octobre 2004, qui abroge la circulaire n° 90-20 du 5 mai 1990.

Les demandes de permis de construire, de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotissement et d'une manière plus générale, toute intention d'occupation ou d'utilisation du sol sur une propriété riveraine du chemin de fer, doivent systématiquement être soumises à l'examen des services de la SNCF.

Infrastructures électriques

Le service RTE réseau de transport d'électricité vous informe qu'il est important qu'il puisse être consulté pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin qu'il s'assure de la compatibilité des projets de construction avec la présence de leurs ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

RTE rappelle que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de leurs ouvrages doit, après consultations du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de **Déclaration de projet de Travaux (DT)** et de **Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)** fixées par les articles R554-1 et suivants de code de l'environnement.

Concernant le projet de PLU(i) de votre EPCI, il conviendrait :

- D'inclure, dans le rapport de présentation du plan local d'urbanisme, le nom des ouvrages des ouvrages de transport d'énergie électrique existants ;
- D'indiquer dans le règlement du plan local d'urbanisme, aux chapitres spécifiques à chaque zone traversée par un ou plusieurs ouvrages existants :
- Que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité haute tension B (tension > 50 kV) ;
- Que les ouvrages peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

Sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages existants soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des

implantations d'ouvrages, et que soient retranchés des espaces boisés classés, des bandes :

- De 30 mètres de large de part et d'autre de l'axe des lignes 63 kV,
- De 40 mètres de large de part et d'autre de l'axe des lignes 150 kV et 225 kV,
- De 50 mètres de large de part et d'autre de l'axe des lignes 400 kV,
- De 40 mètres de large de part et d'autre de l'axe des lignes 2 × 63 kV,
- De 80 mètres de large de part et d'autre de l'axe des lignes 2 × 225 kV,
- De 100 mètres de large de part et d'autre de l'axe des lignes 2 × 400 kV.

Réseau aéronautique

Si votre EPCI est concerné par des SUP liées à des aéroports civils ou militaires, les cotes NGF à ne pas dépasser devront trouver une traduction réglementaire, notamment à l'article 10 : hauteur maximum des constructions, afin d'assurer la cohérence du règlement avec ces servitudes.

Infrastructures navigables

Le **Domaine Public Fluvial (DPF)** est constitué par les emprises du **Canal de la Marne au Rhin Est (CMRE)**, dont la vocation est dédiée au transport de marchandises et à la plaisance, de la Meurthe naturelle qui longe la limite communale et des surfaces terrestres de DPF bordant les voies d'eau sur les largeurs variables.

En application des objectifs du Grenelle de l'Environnement visant à favoriser les modes économes et moins polluants alternatifs à la route, l'implantation d'activités ayant recours à la voie d'eau doit pouvoir être facilitée notamment en termes d'accessibilité à un site fluvial de chargement-déchargement.

Ensuite, sur l'aspect tourisme, *les communes* de l'EPCI *suivantes sont titulaires* d'une convention d'occupation temporaire pour une halte nautique. Le site, implanté au sein du port, bénéficie d'un cadre privilégié à proximité du centre des *communes* et doit pouvoir être entretenu, voire développé.

En outre, l'entrée en vigueur du **Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP)** entraîne la modification de certaines dispositions relatives au DPF, notamment celle liées aux servitudes de halage et de marchepied qui sont désormais fixées par l'article L2131-2 du CGPPP. Le gestionnaire de ces servitudes est : Voies Navigables de France – direction territoriale Nord-Est – 28 boulevard Albert 1^{er} – case officielle n° 80 062 – 54 036 NANCY CEDEX.

Projets d'infrastructures

À ce jour, dans ce secteur, **Voies Navigables de France (VNF)** n'a pas connaissance de projets d'infrastructure liés à la voie d'eau nécessitant la mise en place d'emplacements réservés ou d'une procédure de projet d'intérêt général.

Toutefois, le zonage et les dispositions réglementaires du futur document d'urbanisme devront à la fois favoriser les missions d'exploitation, d'entretien et de maintenance de VNF sur son domaine et permettre le développement d'activités touristiques et économiques liées à la voie d'eau.